

# Exercices de prospective appliquée aux territoires urbains sensibles

RENNES - BESANÇON - AVIGNON

2007



Un programme de la mission Prospective et stratégie  
Délégation interministérielle à la ville

# Sommaire

Introduction .....	page 3
Méthodologie .....	page 4
Note de synthèse .....	page 10
Compte-rendu du séminaire du 11 décembre 2007 .....	page 17
 <i>Scénarios et variables</i>	
Rennes .....	page 39
Besançon .....	page 49
Avignon .....	page 51

## INTRODUCTION

La Mission Prospective et Stratégie a été créée au sein de la Délégation Interministérielle à la Ville début 2007 dans le cadre d'une réorganisation et d'une redéfinition de ses missions et de ses fonctions.

Depuis, nous nous sommes attachés à développer, toujours en partenariat, la pratique d'une prospective appliquée aux territoires urbains sensibles qui soit au service du nécessaire renouvellement de la politique de la ville, tant au niveau de ses fondements que de ses finalités et de ses méthodes.

Afin de fonder cette démarche novatrice sur des bases intellectuelles solides, nous avons conçu et co-produit avec la DIACT, et avec le concours d'une vingtaine d'experts et de chercheurs français et européens, un numéro spécial de la revue *Territoires 2030* portant sur « Prospective urbaine et politique de la ville ». Dans le même esprit, nous avons organisé en novembre 2007, en présence d'une cinquantaine d'experts et avec le soutien du CAS, de la DIACT et du Collège Européen de Prospective, le premier séminaire européen portant sur la prospective des territoires urbains sensibles\*.

Cependant, pour asseoir notre démarche sur une pratique réelle et concrète de la prospective, nous avons sollicité un certain nombre de villes et d'agglomérations, pour mener avec nous et de manière tout à fait expérimentale, des exercices de prospective exploratoire à partir de leurs territoires urbains sensibles. Les Agglomérations de Rennes, Besançon et Avignon ont relevé, avec nous, ce défi et nous avons travaillé ensemble durant quelques mois, avec l'assistance méthodologique du cabinet « Futuribles ». Le document qui vous est présenté ici est une compilation des textes et documents qui rendent compte de cette expérience, unique pour l'instant, mais que nous comptons bien multiplier dans les mois et les années qui viennent. La note méthodologique qui a fondé ces exercices ouvre ce recueil, une synthèse analytique des trois exercices lui succède avant de céder la page au compte-rendu, très vivant, du séminaire national que nous avons organisé à la DIV en décembre dernier en présence de représentants des trois sites. Ce document se termine avec quelques éléments des variables et des scénarios qui ont été produits par les participants aux trois exercices, ils sont bien évidemment loin d'être aboutis car tel n'était pas leur vocation ; Néanmoins, ils initient une méthodologie, un mode de réflexion et de projection dans l'avenir dont la politique de la ville et ses acteurs peuvent tirer bénéfice pour mieux intégrer les quartiers populaires et leurs habitants dans les dynamiques d'agglomération. Et cette aventure que nous voulons continuer et développer.

Adil JAZOULI  
Responsable de la Mission Prospective et Stratégie  
adil.jazouli@ville.gouv.fr

---

\* Tous les documents produits par la Mission Prospective et Stratégie sont accessibles sur le site de la DIV : [www.ville.gouv.fr](http://www.ville.gouv.fr)

## *METHODOLOGIE DES EXERCICES DE PROSPECTIVE TERRITORIALE*

### *PORTANT SUR DES QUARTIERS SENSIBLES*

Des exercices complets de prospective territoriale nécessitent un temps et un investissement dont ni la DIV, ni les Centres de ressources, ni Futuribles ne disposent en 2007, et la méthodologie proposée ici vise donc uniquement à établir des « diagnostics prospectifs » des territoires sensibles qui nous permettront d'en identifier les enjeux majeurs. L'intérêt de telles démarches réside dans l'approche prospective des processus de fragmentation et de cohésion territoriales et sociales de ces territoires, et dans leurs relations avec leur environnement immédiat - au premier chef l'agglomération - ou élargi.

L'objectif du projet de travail présenté ici est de disposer à la fin de l'année 2007 de documents de synthèse sur les tendances d'évolution repérées au sein et autour des territoires choisis, et d'un document de synthèse générale qui permette, s'il est confronté aux évolutions de contexte, d'esquisser les enjeux majeurs de cohésion sociale et territoriale. Ces documents seront conçus pour constituer le support d'exercices et de réflexions ultérieures. Par ailleurs, la démarche proposée permettra de familiariser les groupes de travail qui y souscriront à la démarche prospective appliquée aux territoires sensibles.

S'il n'est donc pas ici question de construire, à proprement parler, une prospective construite de ces territoires, la démarche de travail présentée doit aboutir à un résultat, à la fin de l'année 2007, sur lequel puissent s'appuyer la DIV et les Centres de ressources volontaires s'ils souhaitent poursuivre cet exercice en 2008. Nous présentons donc ici un plan de travail sur l'année 2007, et esquissons ses suites possibles en 2008.

Cette démarche devrait permettre d'identifier, grâce à un travail de groupe, les transformations majeures à l'œuvre dans les quartiers sensibles, d'en évaluer les évolutions possibles, d'identifier les enjeux principaux de ces quartiers et, plus largement, de la cohésion sociale et territoriale. La démarche prospective peut être ici utilisée pour confronter les dynamiques internes des quartiers aux évolutions du contexte et identifier ainsi ces enjeux prospectifs. À partir de ceux-ci, il pourrait être, à terme, possible de bâtir des scénarios tant exploratoires que stratégiques fondés sur une véritable analyse morphologique.

#### **La démarche proposée s'articule en 5 phases :**

##### *Phase 1 : Définition des périmètres d'étude, des groupes de travail et du calendrier*

Durant cette phase 1, ou phase préparatoire, il incombe de convenir des centres de ressources impliqués dans la démarche, de définir avec eux un territoire d'étude pertinent, de décider de la composition des groupes de travail et de s'accorder sur la méthodologie et son calendrier.

Parmi les caractéristiques essentielles à la bonne tenue de ces exercices locaux, il faut prendre en compte :

- 1) La capacité de ces centres de ressources à associer à la démarche des représentants tant de l'État et des collectivités territoriales, que de la société civile et du secteur privé ;

- 2) Leur capacité à définir un périmètre territorial d'étude pertinent au regard des objectifs affichés et de la capacité de leurs réseaux à l'appréhender ;
- 3) La présence d'une cellule de pilotage du dispositif impliquée et disponible.

Il incombe donc aux centres de ressources régionaux qui souhaitent s'inscrire dans cette démarche de définir le territoire sur lequel sera centré l'exercice, de monter un groupe de travail amené à se réunir au moins deux journées en 2007, de désigner une personne responsable du projet et susceptible d'en assurer localement le secrétariat scientifique.

### **Le périmètre d'étude**

Il n'existe pas de règle *a priori* qui permette de définir le territoire adéquat à une étude prospective telle que celle qui est ici proposée. Au-delà des périmètres institués (ZUS, ZFU, etc.), on privilégiera des territoires « sensibles » tels qu'ils sont effectivement vécus ou ressentis.

Notons par ailleurs que l'exercice vise à identifier les dynamiques à moyen et long terme des quartiers ce qui suppose à notre sens de définir des territoires suffisamment larges pour être révélateurs ou porteurs de dynamiques globales, des territoires dont la cohérence territoriale soit cependant assez manifeste pour que les membres du groupe de travail en aient une représentation précise et partagée. La définition de ces périmètres se fera sur proposition des centres de ressources, en bonne intelligence avec la DIV.

### **Les groupes de travail**

Les centres de ressources régionaux sont les structures les plus à même de porter ces exercices de prospective, notamment par leur capacité à fédérer une pluralité d'acteurs des territoires concernés. Le bon fonctionnement des exercices repose très largement sur la capacité des centres de ressources à organiser un groupe de travail qui favorise une multiplicité de points de vue et la diversité de ses membres. La méthodologie prospective servira essentiellement à organiser la réflexion qui résultera donc des travaux et des apports des membres du groupe. Aussi la phase de composition du groupe est-elle capitale pour la bonne tenue du travail.

La taille de ces groupes peut être de huit à environ quinze personnes, limites en deçà et au-delà desquelles la gestion de groupe est plus délicate et souvent moins productive. A titre indicatif, ils peuvent associer au-delà des représentants des centres de ressources, des chefs de projets, des élus (de l'agglomération, des communes), des représentants des agences d'urbanisme, de l'INSEE, du SGAR, des DDE, les sous-préfets à la ville, du Rectorat etc. Un représentant du secteur privé serait bienvenu.

Les groupes de travail se réuniront au moins deux journées, l'une au printemps, la seconde à l'automne. Un travail intermédiaire qui peut être évalué à deux journées de travail serait nécessaire.

### **Cellule de pilotage et secrétariat scientifique**

Chaque Centre de ressource devra gérer l'exercice de prospective territoriale, avec l'aide et le soutien de la DIV et de Futuribles. Il est donc nécessaire d'identifier un comité de pilotage de l'opération qui soit le référent de la DIV et de Futuribles, qui organise les sessions et pilote le travail. C'est ce comité qui sera en charge de rédiger le document de synthèse final.

La mise en place d'un calendrier de travail devrait se faire dans cette phase.

Par ailleurs, les séances de travail doivent donner lieu à des comptes rendus détaillés qui supposent la présence d'un secrétariat dédié.

### **Calendrier**

Pour pouvoir respecter le calendrier général de l'opération, il serait souhaitable que cette phase soit achevée la fin du mois d'avril 2007.

## *Phase 2 : Séminaires de lancement*

La journée de lancement de la démarche vise deux objectifs : familiariser les acteurs avec la démarche, les concepts et méthodes prospective d'une part et, d'autre part, lancer le travail prospectif sur les territoires choisis.

Les séminaires regrouperont donc les acteurs impliqués dans cette démarche de prospective territoriale tels qu'ils auront été déterminés en phase 1.

Les séminaires d'une journée par site seront organisés en trois temps :

- 1) Introduction à la veille et à la prospective : concepts, méthodes, outils
- 2) Présentation de la démarche entreprise, de la méthode, et de ses objectifs
- 3) Travail en commun de première identification des tendances à l'œuvre sur le territoire retenu ; hiérarchisation de ces tendances
- 4) Programmation du travail à accomplir à partir de cette première séance.

Les séminaires doivent permettre de présenter et discuter les objectifs de la démarche, de familiariser les groupes à la prospective, de lancer concrètement la démarche.

## *Phase 3 : Étude prospective des tendances*

La phase 2 aura abouti à une liste raisonnée de 10 à 15 tendances résultant de la confrontation des regards d'experts, témoins et acteurs de terrain réunis dans les groupes. La phase 3 consiste à approfondir l'étude de ces tendances pour en analyser le dynamisme et les facteurs de rupture ou d'inflexion possible.

Sur chacune des tendances identifiées, l'objectif est de disposer de deux à quatre pages concises précisant quelle est la tendance, quels sont les indicateurs pertinents pour l'analyser, et retraçant rapidement son évolution passée ainsi que ses perspectives futures, y compris à l'aide d'hypothèses contrastées (« fiches tendances »). On s'attachera à prendre en compte le « futur engagé » par les décisions prises et le diagnostic ne négligera pas les travaux déjà réalisés, ou en cours, notamment dans le cadre des Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS). Les auteurs

pourront indiquer quels domaines leur paraissent mériter une vigilance particulière compte tenu des fortes potentialités de changements dont ils sont porteurs (axes de veille prospective).

Pour mener à bien cette phase, dont la bonne tenue garantit le sérieux de la démarche, il conviendra d'organiser le travail et de répartir ces « fiches tendances » au sein des groupes de travail. Ceux-ci seront coordonnés au niveau des centres de ressources par un secrétariat qui assurera également la jonction avec la DIV et Futuribles, comme décrit en phase 1.

Futuribles assurera un rôle de conseil méthodologique en bonne intelligence avec la DIV. Des contacts réguliers se noueront entre le chargé d'étude de Futuribles et le responsable de la Mission prospective et stratégie de la DIV. Futuribles assurera un « *coaching* » à distance des exercices menés en assurant une assistance technique et une aide méthodologique à la réalisation des « fiches tendances », par téléphone ou courrier électronique.

Il pourra également être utile aux centres de ressources, durant cette phase, de disposer d'un certain nombre d'outils de connaissance de ces territoires dont disposent l'ONZUS, mais aussi les antennes régionales de l'INSEE, ou encore l'observatoire des territoires de la DIACT. Ainsi, la Mission prospective et stratégie de la DIV pourrait fournir aux groupes un certain nombre de données dont elle dispose ou dont elle peut passer commande le cas échéant. Cet apport de données, notamment en début de phase 2, doit cependant veiller à ne pas noyer les groupes sous un flot d'information et de statistiques non directement mobilisables.

Les fiches une fois constituées devront être diffusées à l'ensemble du groupe. Le cas échéant, les centres de ressources qui le souhaitent pourront créer un espace Internet collaboratif réservé à cette démarche afin de faciliter les échanges. Les fiches seront aussi envoyées à la Mission prospective et stratégie, qui orchestre la démarche d'ensemble, et au chargé d'études de Futuribles.

#### ***Phase 4 : Séminaires de détermination des enjeux prospectifs***

Un séminaire d'une journée dans les centres de ressources inscrits dans cette démarche doit permettre de discuter et de valider en commun les travaux accomplis sur les tendances, identifiées lors de la phase 2, et étudiées durant la phase 3. La liste des tendances doit donc être revue et les hypothèses d'évolution validées.

Un travail de groupe doit permettre de passer de cette analyse en tendances à l'identification des enjeux majeurs en fonction des critères de cohésion sociale et territoriale. Les enjeux pourront donc se décliner à plusieurs échelles : internes aux quartiers sensibles, de relations avec l'environnement proche (notamment avec l'agglomération), de rapport avec les dynamiques sociales et territoriales nationales. Pour ce faire, il conviendra de confronter les tendances du territoire aux grandes tendances du contexte, qui ne pourront ici qu'être rapidement esquissées, mais pourront faire l'objet d'un apport de Futuribles, discuté et validé par le groupe. Futuribles s'appuiera notamment sur son activité permanente de veille prospective sur l'environnement extérieur des entreprises et organisations, et sur son expertise reconnue en matière de prospective sociale et territoriale.

Ces séminaires aboutiront à identifier un certain nombre d'enjeux sociaux et territoriaux qui seront appuyés sur une étude rapide des tendances à l'œuvre dans les quartiers, et d'une appréciation globale des tendances générales du contexte. Il conviendra donc de ne pas conférer un statut scientifique à ces résultats, qui devraient néanmoins avoir deux mérites :

- 1) Ils auront permis de créer une dynamique locale autour d'un travail collaboratif qui peut être poursuivi, approfondi et décliné en options stratégiques. Ce travail s'inscrit donc dans une réflexion à moyen terme sur les quartiers sensibles et leurs agglomérations, qui permet de prendre en compte les évolutions en cours tout en envisageant les pistes possibles pour la suite.
- 2) Pour la DIV, et plus particulièrement pour la mission prospective et stratégie, ces exercices devraient permettre d'analyser les tendances à l'œuvre dans les quartiers en confrontant avis d'experts et de témoins selon une approche prospective qui favorise le partage d'informations et de réflexions. L'intérêt réside bien évidemment aussi dans la comparaison entre ces différents exercices et les éventuels enseignements que l'on peut en tirer en termes d'identification de premières options stratégiques (Phase 5).

### *Phase 5 : Synthèse des travaux et valorisation au sein de la DIV*

Chacun des groupes de travail donnera à la DIV et à Futuribles un bref rapport de synthèse de l'exercice mené. Ce rapport présentera les objectifs suivis, le calendrier de travail, la composition du groupe, reprendra les « fiches tendances », rendra compte des enjeux identifiés et comprendra une conclusion, le cas échéant critique, sur l'exercice.

Futuribles réalisera une synthèse des travaux réalisés par les centres de ressources impliqués dans l'exercice, qui s'attachera à rendre compte de façon synthétique des grands enseignements qui se dégagent des exercices menés. Les centres de ressources en seront destinataires.

Ce rapport fera l'objet d'une restitution de la part de la DIV. Cette restitution, à laquelle il serait opportun que les représentants des centres de ressources concernés puissent participer, pourra prendre la forme d'une réunion d'une demi-journée comprenant :

- 1) Une présentation rapide de la démarche entreprise, de ses objectifs et de ses méthodes. Cette présentation comprendrait une brève présentation de ce qu'est la prospective et de son articulation avec la stratégie.
- 2) Le témoignage d'un ou deux des exercices de prospective menés, mettant l'accent sur les vertus et limites de la démarche, ainsi que sur ses enseignements principaux.
- 3) Une restitution de la synthèse des travaux ouvrant sur la présentation des enjeux qui en ressortent.

Cette demi-journée pourra éventuellement ouvrir avec profit sur une journée de séminaire national sur les options stratégiques des politiques de la ville.

Rappelons pour finir que les exercices menés sur six à huit mois ne pourront prétendre à être des prospectives territoriales complètes. La démarche choisie ici permet d'obtenir des résultats tangibles avant la fin 2007, si la phase 1 est menée très rapidement et très sérieusement. La mobilisation des centres de ressources est capitale dans la réussite du processus. À partir de ce premier travail, il sera possible pour les centres qui le souhaiteront de programmer un travail plus approfondi pour 2008.

## *Calendrier*

Nous ne donnons pas ici de calendrier précis puisqu'il doit être élaboré en phase 1. Cependant, pour mener à bien la mission impartie avant la fin du mois de novembre 2007, le calendrier de référence serait celui qui suit :

**Phase 1 : avril 2007**

**Phase 2 : 1<sup>er</sup> mai 2007 - 15 juin 2007**

**Phase 3 : juin 2007 - 30 septembre 2007**

**Phase 4 : octobre 2007**

**Phase 5 : novembre 2007**

**EXERCICES DE PROSPECTIVE TERRITORIALE  
APPLIQUES AUX TERRITOIRES URBAINS SENSIBLES**

**ELEMENTS DE SYNTHESE**

*Mardi 11 décembre 2007*

**LES OBJECTIFS POURSUIVIS**

*Constat*

Les exercices de prospective territoriale se sont très peu intéressés aux quartiers sensibles.

La politique de la ville, essentiellement curative, n'a pas pour le moment développé de réflexion prospective sur les quartiers. Les CUCS eux-mêmes ont été très peu nombreux à intégrer une vraie dimension prospective, malgré les incitations.

Souvent considérés comme « en panne d'avenir », les quartiers sensibles sont en effet globalement délaissés par les réflexions prospectives.

La prospective territoriale permet d'explorer les futurs possibles d'un territoire et cherche à identifier les enjeux majeurs et les leviers d'actions. Elle est donc un instrument d'aide à la décision qui redonne aux acteurs des marges de manœuvre en manifestant la diversité des voies d'évolution de la situation présente.

*Projet*

La Mission prospective et stratégie de la DIV a souhaité favoriser l'implémentation de démarches prospectives sur des quartiers de la politique de la ville en 2007 en estimant que la prospective pouvait être un instrument adéquat de diagnostic en dynamique de ces quartiers, profitables tant à l'échelle locale que nationale.

Plus précisément, les objectifs poursuivis étaient de :

- construire sur chacun des sites choisis des diagnostics prospectifs partagés et des esquisses de futurs possibles de ces quartiers ;
- expérimenter, ce faisant, de nouvelles méthodes de travail sur les quartiers et y associer les divers acteurs qui y sont impliqués ;
- familiariser des groupes de travail à la démarche prospective appliquée aux territoires sensibles ;

- confronter les expériences et leurs résultats dans l'optique de développements et/ou de réaménagements de cette démarche en 2008.

### *Mise en œuvre*

Au cours du deuxième semestre 2007, l'expérience de ces prospectives territoriales de quartiers sensibles a été menée dans trois territoires, avec trois partenaires référents :

- L'Agence d'urbanisme de Besançon (AudaB)
- Le Centre de ressources politique de la ville de la région PACA (CRPV PACA)
- L'Agence d'urbanisme et de développement intercommunal de l'agglomération rennaise (AUDIAR)

Ces partenaires signaient une convention avec la DIV. Ils géraient les exercices locaux avec le soutien et l'encadrement méthodologique et d'animation de la DIV et de Futuribles.

Le calendrier a été très resserré et les exercices se sont déroulés entre début juillet et fin novembre 2007.

### *La méthode employée*

La méthode employée est adaptée de la méthode de construction de scénarios contrastés à l'aide de l'analyse morphologique.

L'objectif est d'explorer les futurs possibles des territoires et les chemins qui y mènent.

Une fois le périmètre et l'horizon définis, l'analyse morphologique suppose, dans un premier temps, avec un groupe de travail, de lister les variables influentes sur le territoire, de les ordonner, de sélectionner les indicateurs qui semblent pertinents pour les étudier. Dans un deuxième temps, les variables font l'objet d'une étude rétrospective et prospective qui aboutit à différentes hypothèses d'évolutions possibles de ces variables. La construction de scénarios se fait ensuite en combinant ces différentes hypothèses ce qui suppose de veiller à bien prendre en compte les influences respectives des variables les unes sur les autres.

## **LE DEROULEMENT DES EXERCICES**

### *Les phases*

Sur chaque site les travaux se sont déroulés en 5 phases :

- Présentation du projet, choix du territoire et du groupe de travail
- Séminaire 1 : Présentation de la prospective, de la démarche entreprise, et sélection des variables influentes.
- Travail des groupes : renseignement des « fiches variables ».
- Séminaire 2 : Construction des hypothèses d'évolution et des scénarios de futurs possibles des quartiers à l'horizon 2020.
- Synthèses par site.

## *Les groupes*

Les groupes étaient composés d'une dizaine de personnes sur chaque site.

L'objectif était d'avoir des participants reflétant la diversité des acteurs intervenant sur ces territoires et offrant l'ensemble des compétences nécessaires à l'élaboration des démarches de prospective.

Dans l'ensemble, la démarche a associé des élus (avec des degrés d'implication variables), des représentants des services de l'Etat, des Collectivités, des quartiers, des représentants du monde économique et des habitants, même si ces deux dernières catégories ont globalement été plus difficiles à mobiliser (voir ci-dessous).

Les groupes de travail étaient pilotés par les responsables locaux de ces exercices qui ont, organisé les réunions, le travail collectif et élaboré les synthèses finales.

## *Les quartiers*

Le choix du quartier a été fait lors de la première réunion sur les sites intéressés par la démarche. Il avait été convenu que le périmètre ne correspondrait pas nécessairement aux zonages retenus par les dispositifs de la politique de la ville, mais qu'on privilégierait des quartiers relativement vastes ayant une réelle identité pour les habitants de ces espaces et pour ceux de l'agglomération.

### **Les quartiers choisis :**

#### Planoise à Besançon

Quartier d'un peu moins de 20 000 habitants situé en périphérie de territoire communal en situation d'entrée de ville. Ce quartier fait l'objet d'un programme de rénovation urbaine. Il est bordé de zones économiques dynamiques. Il est en ZFU.

#### Monclar à Avignon

Quartier d'environ 6 000 habitants, Monclar est classé ZUS, ZFU et fait l'objet d'un projet de rénovation urbaine. Il est situé en deuxième couronne sud de la commune d'Avignon. C'est un des territoires les plus en difficultés de la région PACA selon les critères de l'INSEE.

#### Maurepas à Rennes

Quartier situé au Nord-est de la ville, Maurepas compte environ 20 000 habitants ; il est situé à proximité de zones d'activités *high tech* et de secteurs d'extension urbaine. Le périmètre du territoire prioritaire ne couvre lui qu'environ 9 000 habitants. Le quartier ne fait pas l'objet d'un conventionnement ANRU. Il n'est pas en ZFU.

## *L'horizon temporel*

L'horizon choisi a été celui de 2020 qui permet de dépasser les horizons pris en compte dans les CUCS et, théoriquement, les travaux engagés dans les programmes de rénovation urbaine. 2020

constitue néanmoins un terme assez rapproché pour être approprié par les acteurs. A l'horizon 2020, plusieurs futurs sont envisageables pour ces quartiers, pas tous les futurs.

## **L'AVENIR DES QUARTIERS : QUELQUES ENJEUX TRANSVERSAUX**

Le nombre de variables a été limité à 10-12 dans les trois exercices. L'objectif était de conserver les variables les plus influentes et de prendre en compte à la fois les aspects quantitatifs et qualitatifs. Une des difficultés principales a consisté à intégrer des évolutions du contexte général ayant un impact potentiel fort sur les quartiers (les migrations par exemple, ou encore les politiques sociales).

Dans les trois exercices, on retrouve des variables intitulées différemment, mais prenant en considération la démographie, le logement, les aménagements urbains, l'emploi, l'éducation/formation, l'action publique, et le cadre de vie.

Dans tous les cas, certains facteurs sont apparus particulièrement déterminants pour l'avenir des quartiers :

- l'ampleur du vieillissement et la composition des ménages ;
- la mobilité résidentielle ;
- l'évolution du parc et de la structure des logements ;
- le niveau et la qualité de l'intervention publique ;
- les relations sociales dans le quartier ;
- les relations avec le reste de l'agglomération.

Sans revenir sur tous les aspects, nous relevons ici un certain nombre d'enjeux majeurs pour l'avenir des quartiers et de leurs habitants qui ont émergé dans les trois études territoriales.

Le vieillissement démographique est une tendance lourde comportant un certain nombre de menaces pour les quartiers :

- risque d'un vieillissement dans des logements inadaptés,
- risque d'un accroissement dramatique de l'isolement,
- risque d'une cohabitation difficile avec les nouveaux arrivants, souvent des familles avec enfants.

Un enjeu majeur semble résider dans l'accompagnement du vieillissement, notamment à travers les mobilités résidentielles. Le vieillissement pourrait éventuellement constituer l'opportunité de fluidifier les trajectoires résidentielles.

La valorisation du foncier et du bâti peut être considérée comme une tendance lourde au moins dans certains espaces de ces quartiers peu éloignés des centres villes. Opportunité ou menace ?

- Une *gentrification* progressive est rendue possible s'il y a vente d'une partie du parc social (qui constitue la grande majorité des logements actuels dans les 3 territoires).
- Les populations précaires seraient alors nécessairement délogées : opportunité d'un accompagnement vers des trajectoires résidentielles concertées ou accentuation des phénomènes de concentration des populations fragiles sur les espaces déqualifiés, ou encore création de nouveaux espaces de relégation (plus éloignés du centre) ?

## Education

Les trois groupes ont accordé une importance particulière à l'éducation, notamment des jeunes enfants.

- L'éducation parentale, scolaire, etc. est un levier capital pour favoriser une socialisation harmonieuse
- Les écoles peuvent être des espaces de mixité ou des espaces répulsifs concentrant les populations défavorisées. La carte scolaire est un enjeu majeur. Les établissements scolaires peuvent être des instruments très efficaces au service des projets urbains et sociaux.

## Activités économiques, emploi et services

Quelques constats :

- La proximité de zones économiques dynamiques ne suffit pas à améliorer la situation de l'emploi dans les quartiers.
- Les revenus des habitants sont très dissociés des revenus du travail légal (importance des revenus de transfert et de l'économie illégale).
- Les services publics ne sont pas absents de ces quartiers, les services marchands le sont davantage.

Ces constats révèlent la dépendance des habitants aux dispositifs publics et de redistribution. Les leviers pour une dynamisation de l'emploi existent (procédures de légalisation du travail « au noir », accompagnement personnalisé vers l'emploi, soutien à l'installation de services marchands, etc.) mais reposent également en grande partie entre les mains des pouvoirs publics.

## Identités, communautés, lien social

La problématique des identités semble cruciale et émergente.

- L'identité des quartiers existe plus ou moins selon les cas : elle résulte essentiellement des regards extérieurs. Les identités sont plus manifestes au niveau des micro-quartiers.
- La proportion d'étrangers (et d'immigrés même si les chiffres n'existent pas) plus forte qu'ailleurs dans ces quartiers favorise les regroupements communautaires. Et ce, d'autant plus que ces quartiers sont des quartiers d'accueil.
- Le vieillissement et l'augmentation des familles monoparentales nourrissent une tendance à l'isolement.

Globalement trois scénarios se dégagent sur cette problématique : le premier lié à un vieillissement sur place accompagné de l'accueil des populations les plus fragiles (familles monoparentales) est celui de l'isolement et de l'anomie ; le second est celui d'un communautarisme de repli (l'entre-soi) ; le troisième voit le développement d'une vie communautaire, et du lien social.

## Les aménagements, le projet urbain et la gouvernance.

Dans les scénarios envisagés, il apparaît que les aménagements urbains projetés peuvent avoir des conséquences très contrastées selon l'environnement dans lequel ils interviennent. C'est le cas des travaux de rénovation urbaine comme des infrastructures qu'elles soient culturelles ou de transports.

- Soit ces aménagements s'inscrivent dans des quartiers en ouverture sur la ville et ils contribuent à leur dynamisme ;
- soit les quartiers demeurent répulsifs et les efforts consentis seront rapidement rendus caduques.

Aussi, les trois groupes ont-ils insisté sur l'importance d'une variable de « projet urbain » qui comprenne les aménagements du territoire, mais également une vision à moyen et long terme de

son insertion dans l'agglomération. Cette variable est à rapprocher de celle de la « gouvernance » du territoire.

L'idée force est qu'une politique au fil de l'eau et des projets absents ou épars conduiraient dans ces quartiers à l'accentuation des phénomènes de ghettoïsation.

Les scénarios insistent tous sur l'importance de vraies réflexions stratégiques et concertées sur l'avenir de ces quartiers dans leur agglomération pour parvenir à un développement harmonieux.

Une **QUESTION CENTRALE** qui émerge de l'analyse prospective de ces quartiers sensibles porte sur les objectifs poursuivis sur ces territoires :

- S'agit-il de sortir les quartiers considérés de leur situation de fragilité et de dégradation ?
- S'agit-il d'affirmer leur vocation de quartier d'accueil des populations précaires ?

Ces choix sont radicalement différents et sont tous deux porteurs de projets de territoires.

Dans le premier cas, la ville bourgeoise reconquiert les quartiers en question et une politique d'accueil des populations précaires doit être développée ailleurs (périurbain ? mixité sociale de tous les quartiers ? etc.)

Dans le deuxième, ces quartiers demeurent pauvres, mais les moyens et les efforts de la collectivité y sont concentrés pour favoriser les processus d'intégration. Les populations qui s'en sortent quittent le quartier.

Notons ici que cette problématique existe dans nos trois territoires parce qu'ils ne sont pas éloignés des centres. Elle n'est sans doute pas transposable à l'identique ailleurs, notamment dans les périphéries des plus grandes villes.

## **ELEMENTS DE CRITIQUE ET DE PERSPECTIVES**

### *La méthode*

Méthodologie favorisant une approche novatrice des quartiers permettant notamment de mêler approches quantitative et qualitative, expertises et ressentis : travail de groupe fécond.

- Question du temps à consacrer à ces exercices, et parmi eux au travail de groupe.
- Difficultés à associer les acteurs de terrain, les habitants, les acteurs économiques, même s'ils ont été présents. Des méthodes à adapter.

### *Les objectifs*

Le détour par le long terme permet de faire émerger les enjeux majeurs sur les quartiers et de révéler des leviers d'action.

- Des résultats satisfaisants pour les participants ?
- Au niveau local : comment valoriser ces exercices pour éclairer l'action publique ?
- Au niveau national : comment intégrer ces expériences dans une réflexion prospective sur la politique de la ville ?

***Pour aller plus loin :***

- La question du périmètre pertinent. La problématique de l'accueil des populations défavorisées se pose au niveau de l'agglomération. Mais le diagnostic territorial prospectif au niveau du quartier incarne les problématiques.
- Comment associer les habitants à ces démarches de prospective ? Avec quel retour ?
- Comment intégrer la question des évolutions de contexte : celles des politiques publiques et notamment des dispositifs de la politique de la ville, celles des évolutions économiques, sociales, politiques ?

***JOURNEE DE SYNTHESE NATIONALE 11 DECEMBRE 2007***  
***EXERCICES DE PROSPECTIVE TERRITORIALE***  
***APPLIQUES AUX TERRITOIRES URBAINS SENSIBLES***

**ORDRE DU JOUR**

- I. Présentation de la démarche générale et de la journée de travail – Adil JAZOULI, Responsable de la « Mission prospective et stratégie » - DIV
  
- II. Présentation de la méthodologie – François de JOUVENEL, Futuribles
  
- III. Intervention des groupes de travail
  1. Rennes
  2. Avignon
  3. Besançon
  
- IV. Synthèse des travaux des groupes de travail et introduction au débat général – François de JOUVENEL et Adil JAZOULI
  
- V. Débat général – animé par Adil JAZOULI
  
- VI. Synthèse des travaux

**Participaient à cette réunion :**

<i><b>NOM</b></i>	<i><b>PRENOM</b></i>	<i><b>INSTITUTION</b></i>
COLDEFY	Anne	Ville de Rennes
LECOMTE	Michaël	DDE
MARIANI	Alexis	Rennes Métropole
MASSON	Jean-Luc	Ville de Rennes
SCHOPP	Claude	Ville de Rennes
DE BOISMENU	Isabelle	Agence urbanisme Rennes
MARCUCCI	Philippe	Ville Avignon
MICHEL	Dominique	Centre de ressources PACA
CHASTANIER	Denis	Ville Avignon
MARTINELLI	Daniel	INSEE PACA
BETZER	Mattias	Mairie Avignon
BERRA	Mustapha	Centre de ressources PACA
DUJARDIN	Sandrine	SGAR PACA
MAQUIN	Isabelle	Agence urbanisme Besançon
ROUSIER	Nicole	PUCA
SPOHR	Claude	DRAST
STASSINET	Arnold	DIV
CORDOBES	Stéphane	DIACT
HENRION	Stanislas	ANRU
JAZOULI	Adil	DIV
ROUSSEL	Marie-José	DIV
LEBLOND	Sylvie	DIV
LE STER	Claire-lise	DIV

## ***PRESENTATION DE LA DEMARCHE GENERALE ET DE LA JOURNEE DE TRAVAIL***

### **Adil JAZOULI, Responsable de la « Mission prospective et stratégie » - DIV**

Bienvenue à toutes et à tous. Nous avons aujourd'hui réuni des représentants de Rennes, de Besançon et d'Avignon, à qui nous avons demandé de mener le même travail de prospective pendant plusieurs mois au cours de cette année. Néanmoins, chacun de ces groupes a mené l'expérimentation de façon différenciée selon les sites. Avant que nous commencions, je souhaiterais repositionner cette démarche dans le travail que nous menons à la DIV. Je voudrais également remercier, pour sa présence avec nous, M. Patrick Rougevin-Baville, chargé de mission auprès de Mme Christine Boutin, Ministre du logement et de la Ville.

Ce travail de prospective appliquée aux territoires urbains sensibles s'inscrit dans le cadre du programme de travail de la Mission Prospective et Stratégie qui a été mise en place depuis un an dans le cadre d'une réorganisation des missions et des fonctions de la DIV. L'idée est de pouvoir réfléchir à la fois à l'évolution des politiques publiques et à l'évolution des quartiers et des territoires sensibles. Ces territoires, malgré bien des points communs ne sont pas monolithiques et évoluent de manière assez différenciée. Néanmoins, jusqu'à présent, aucun travail de prospective ne leur a été appliqué, y compris dans le cadre de travaux de prospective menés par des villes, des agglomérations ou des régions. Très souvent, ces travaux ignorent ou passent à côté des quartiers sensibles et ne les intègrent pas forcément dans les schémas d'évolutions de ces territoires. Or, nous pensons que ces quartiers doivent pouvoir être intégrés à ce type de démarche.

Nous devons également avoir une vision globale sur ces quartiers, en ce qui concerne la politique de la ville. Nous disposons d'assez peu de visibilité en termes de devenir. En effet, si nous pouvons trouver des éléments stables d'analyse en termes de constats et d'observation, en revanche, nous disposons de peu d'éléments sur leurs futurs possibles. Notre idée est de faire de la prospective un élément constitutif d'une politique publique renouvelée en faveur de ces territoires. Il importe en effet de sortir de l'impasse que certains dénoncent à chaque fois que survient une flambée de violence dans les quartiers ou que d'autres imputent à un échec de la politique de la ville. Le Ministère de la ville n'est pas uniquement responsable de la « ville malade ». Il importe donc d'intégrer, dans notre conception de la politique publique, ces quartiers à leur environnement afin de les inscrire dans de véritables perspectives urbaines, économiques et sociales.

Pour les acteurs, élus ou professionnels sur le terrain, ce problème est quotidien. Il n'est donc pas inintéressant d'intégrer dans leur travail une démarche prospective. Nous avons développé dans de nombreux sites des outils de diagnostic et d'évaluation qui font preuve de leur utilité et nous pensons que la prospective doit faire partie de ces outils. Elle est donc un outil supplémentaire au service de l'action publique pour mieux dessiner des avenir possibles.

Notre journée sera organisée de la manière suivante. Ce matin, François de Jouvenel interviendra, puis chaque groupe présentera ensuite le travail mené. Il s'agira d'une discussion factuelle sur chacun des sites. L'après-midi sera consacré à un débat général sur ce qui doit être amélioré dans la méthode, afin de pouvoir poursuivre cette expérimentation et éventuellement étendre ce type d'exercice à d'autres agglomérations.

### **Patrick ROUGEVIN-BAVILLE**

La Ministre porte un intérêt très vif à ces problématiques. Elle entend initier une réflexion très large et très ouverte sur la politique de la ville. En effet, la Ministre de la Ville n'est pas uniquement la Ministre des quartiers. Il importe donc d'avoir une approche globale de la ville,

pour concevoir et aménager les villes du 21<sup>ème</sup> siècle. Cette démarche est ambitieuse et sort du cadre habituel de la politique de la ville. Pour autant, nous n'oublions pas ces quartiers fragiles qui restent une priorité.

Afin d'en savoir plus sur la démarche et les propos de la Ministre, vous pourrez trouver un discours prononcé la semaine dernière devant le conseil économique et social sur le site de la DIV. Elle entend en effet lancer la réflexion et le débat afin d'organiser, au mois de mai, le printemps des villes, qui constituera une seconde étape. Plusieurs personnes ont été missionnées pour réfléchir à la place des cœurs de ville et sur le moyen de redynamiser nos villes. L'objectif sera de faire un point d'étape au printemps, en réunissant tous les acteurs de la politique de la ville. Ces travaux s'inscrivent donc pleinement dans cette dynamique.

## ***PRESENTATION DE LA METHODOLOGIE***

### **François de JOUVENEL, Futuribles**

Je serai très rapide. Je ferai juste un petit rappel, en particulier pour les personnes qui n'ont pas participé directement à ces exercices, sur la prospective et ce que nous pouvions en attendre dans l'expérimentation menée. Je ferai donc une courte introduction à ces différents exercices, avant de laisser les acteurs principaux s'exprimer sur la manière dont ils les ont menés et vécus.

En propos liminaire, je rappellerai que l'objectif principal de la prospective est d'explorer le futur. Il ne s'agit en rien de dire ce que sera demain, mais bien de manifester que le futur est ouvert à plusieurs voies possibles, la prospective servant à révéler ces différents chemins. Dans ce cadre, il me semble important de distinguer la prospective exploratoire de la prospective stratégique. La prospective exploratoire sert à illustrer le spectre des futurs possibles, mais ne dicte en rien les décisions stratégiques qui pourront être prises. Il s'agit donc bien d'une exploration du futur de ces territoires, qui n'a pas vocation à constituer une décision politique. Il revient en effet au décideur de déterminer les options stratégiques qui lui paraissent souhaitables. J'insiste sur ce point, dans la mesure où l'intérêt et l'utilité de la prospective résident dans le fait qu'il s'agit d'un instrument d'aide à la décision, sans s'y substituer pour autant.

Une étude de prospective complète, allant de la prospective exploratoire à la prospective stratégique, s'articule en quatre temps : une phase de diagnostic en dynamique, une exploration des futurs possibles et la phase plus stratégique d'identification des futurs souhaitables, permettant de déterminer une prise de décision et sa mise en œuvre. Dans les trois exercices menés cette année, nous nous sommes intéressés aux deux premières phases.

Trois réunions ont été organisées dans chacun des territoires concernés par les exercices qui nous réunissent aujourd'hui. La première réunion a servi à définir le sujet et l'horizon temporel de l'étude de prospective. Les responsables locaux sur les sites ont également mis en place des groupes de travail pour associer les différentes personnes compétentes. Nous avons ensuite organisé un séminaire d'une journée, qui nous a permis d'identifier les variables les plus influentes sur le territoire et leurs relations. Les différents sites ont travaillé pour renseigner les fiches de variables. A partir de ces travaux a été organisée une deuxième journée de séminaire, qui a permis d'agencer les différentes hypothèses d'évolution sur chacune des variables, afin de construire des scénarios globaux d'évolution de ces territoires. Si nous voulons aller dans une phase plus stratégique de la prospective, il nous faudra décider quoi faire de ces scénarios et explorer les options politiques souhaitables.

Afin d'illustrer la façon dont nous avons travaillé, je rappellerai que différentes variables ont été choisies. Sur chacune de ces variables ont été établies des hypothèses, qui ont ensuite été agencées les unes avec les autres pour construire des scénarios, qui constituent les futurs possibles de ces quartiers, illustrant l'ensemble du spectre des possibles.

Cette démarche a été menée sur trois sites pilotes en 2007. Les questions qui se posent sont celles de l'évaluation au niveau des territoires, des enseignements que nous pouvons en tirer au niveau national et des perspectives pour l'année 2008.

## ***INTERVENTION DES GROUPES DE TRAVAIL***

### **RENNES**

#### **Anne COLDEFY**

Je voudrais juste rappeler pourquoi nous avons accepté de mener cette expérience. A Rennes, nous considérons les quartiers comme des terrains d'expérimentation et souhaitons sortir de cette position de traitement curatif. Nous nous heurtons au devenir de ces quartiers, qui connaissent des handicaps sur le plan économique ou de la mixité sociale. Il nous a donc semblé important de penser les quartiers sur un plan collectif comme des lieux où un avenir différent est possible, notamment dans le domaine économique. Il nous a donc paru intéressant de nous demander comment faire pour ouvrir leur horizon.

#### **Alexis MARIANI**

Je remercie la DIV et Futuribles de nous avoir accompagnés dans cet exercice positif et intéressant. Le territoire de Rennes Métropole est marqué par une très longue histoire de prospective. Un district urbain existe depuis trente ans et a mené plusieurs fois des exercices de prospective spatiale avec quatre schémas directeurs. Néanmoins, nous nous sommes toujours projetés dans le futur à une échelle assez vaste, à l'échelle du district, voire du pays. Dans ces exercices de prospective apparaissait fréquemment une tension entre la compétitivité et la solidarité. Plus récemment, nous avons renouvelé notre projet d'agglomération. A cette occasion, nous avons établi un nouveau plan stratégique et avons souhaité disposer d'un document spécifique sur les questions sociales, que nous avons appelé le projet de développement social et dans lequel nous avons essayé d'intégrer toutes les dimensions des questions sociales sur notre agglomération, sans focalisation particulière sur tous les quartiers. Nous voulions en effet poser la question de l'intégration des quartiers sensibles dans l'agglomération.

A la suite de ces initiatives, la DIV nous a proposé de nous accompagner dans cet exercice de prospective. Nous avons d'abord choisi le quartier test, Maurepas, qui comptait 21 000 habitants en 1999 et comprend une forte proportion de logements sociaux. Par ailleurs, dans les 15 prochaines années, un certain nombre de grands projets urbains sera mené dans ce quartier, dont un projet de métro pour 2018-2020. En outre, le fait que ce quartier soit très proche de la technopole rennaise a également semblé intéressant. Nous avons également composé un groupe de travail. Or, dans ce domaine, il nous a semblé que la richesse de l'exercice final dépendait de la diversité de ce groupe. Nous avons donc souhaité associer toutes les institutions qui sont partie prenante de ce territoire, la ville de Rennes, Rennes métropole, l'Etat, avec des personnes extérieures à la politique de la ville, comme le directeur de la technopole ou les personnes qui s'occupent du métro. Nous avons également souhaité faire appel aux élus, avec l'idée qu'un exercice de prospective n'a de sens que s'il est suivi d'un certain nombre d'actions politiques. La troisième étape a consisté en une réflexion sur les variables.

D'un point de vue général, nous pensons que cet exercice a été riche et concluant. Il nous a permis de dépasser le périmètre du quartier. Il s'agit également d'un exercice d'intelligence collective. **Pour finir, je dirai que trois points clés me semblent être des facteurs de réussite de cette démarche, la composition du groupe de travail, le fait de disposer d'un observatoire des données sociales sur le territoire, qui permet de fournir des données**

**fiables, et le fait de bénéficier d'une ingénierie locale sous la forme d'une agence d'urbanisme, qui a permis de fournir un travail de fond. Cette démarche a donc besoin de moyens précis et assez importants.**

### **Claude SCHOPP**

Le groupe de travail a travaillé à partir de neuf variables. Ces dernières nous ont permis de dresser un tableau de l'existant et de mettre en évidence les atouts et les faiblesses de la variable et du territoire. A partir des tendances lourdes qui se dégagent, nous avons pu formuler, à chaque fois, deux ou trois hypothèses sur les évolutions possibles.

S'agissant du projet urbain, Maurepas est un quartier de grands ensembles qui a beaucoup vieilli. La totalité du parc de logement existait en effet en 1975. Trois projets ont aujourd'hui un impact sur ce quartier, l'arrivée d'une seconde ligne de métro, la rénovation du cœur de quartier et un projet de rénovation urbaine commencé dans le cadre de l'ANRU. De l'ambition que les élus donneront à ce projet urbain dépendra l'avenir de ce quartier.

En ce qui concerne le peuplement, le quartier compte 75 % d'habitat social. La population se paupérise et vieillit. La question est donc de savoir quelle mixité sociale pourra apporter le renouvellement urbain.

Pour ce qui est de la culture et du lien social, la densité de la vie associative est très importante, malgré un financement précaire et un niveau de pauvreté croissant, qui exclut de fait une partie de la population.

S'agissant de l'éducation et de la formation, le quartier bénéficie d'un bon niveau d'équipement scolaire, mais les taux de retard sont importants et les effectifs diminuent, ce qui occasionne des phénomènes de ségrégation.

En ce qui concerne l'emploi et les activités économiques, le taux de chômage est très important et touche plus particulièrement les jeunes et les seniors. Bien que des zones d'activité économiques soient très proches, elles offrent essentiellement des emplois de tertiaire, alors que les chômeurs ne disposent le plus souvent d'aucune qualification.

Le logement est essentiellement composé de logements sociaux, qui ont connu une forte réhabilitation, mais dont nous voyons aujourd'hui les limites. La grande interrogation concerne également le mode d'accès au logement, qui concentre une population de plus en plus paupérisée.

S'agissant des modes de vie, si le lien social se dégrade, en revanche, la vie sociale est importante, dans la mesure où les médiations sont nombreuses.

En ce qui concerne le contrat entre l'Etat et les collectivités, un maillage fort d'équipements socio culturels et d'associations existe dans ce quartier. Nous pouvons donc nous demander quel rôle respectif joueront l'Etat et les collectivités locales dans la régulation des phénomènes.

Enfin, l'offre de services est importante, avec une forte implantation des équipements publics et de proximité. Néanmoins, il existe peu d'équipements rayonnants, à vocation rennaise, voire métropolitaine.

### **Isabelle de BOISMENU**

L'élaboration des scénarios constitue l'aboutissement de la démarche et sa partie la plus ludique. Nous avons construit un tableau, qui était en quelque sorte un squelette et qui a donné lieu à quatre scénarios. Nous avons agencé nos différentes hypothèses pour chacune des neuf variables. La prospective nous a permis d'avoir des hypothèses assez décalées par rapport à la réalité.

Nous avons essayé d'aborder quatre dimensions :

- Comment ne pas rester bloqué sur la réalité locale ?

- Pouvons-nous décrire cette situation à l'horizon 2020 ou 2025 en ayant le souci de décrire les différentes étapes qui mènent à ce scénario ?
- Quels sont les acteurs de ces changements ?
- Quels sont les leviers à leur disposition ?

**Quatre scénarios se sont dégagés. Le premier correspond aux politiques actuelles et nous l'avons appelé tendanciel positif.** Dans cette hypothèse, le quartier se réhabilite, une mixité est apportée par mille logements construits. Néanmoins, des situations sociales difficiles demeurent et l'école reste ségréguée.

**Le second scénario correspond à l'hypothèse redoutée et nous l'avons intitulé « maison de repos dégradée ».** Selon cette option, le vieillissement du quartier est très prononcé. Le quartier devient donc un quartier pour les personnes âgées les plus pauvres, une sorte d'enclave dans la ville.

**Le troisième scénario correspond à une version idéale, intitulé New Maurepas.** Le quartier devient un lieu où il fait bon vivre. Ce quartier devient également un modèle sur le plan du lien social et constitue donc un projet politique au niveau de l'agglomération.

**Enfin, le dernier scénario consiste à pousser plus loin les hypothèses de ce troisième scénario.** Le quartier serait, dans cette hypothèse, récupéré par les classes aisées et un phénomène de pauvreté invisible se développerait.

## **Adil JAZOULI**

Avez-vous des questions ?

## **Denis CHASTANIER**

Il est amusant de voir que le vieillissement et l'absence de renouvellement de la population sont considérés comme des points négatifs, alors que le contraire se produit à Avignon.

## **AVIGNON**

### **Dominique MICHEL**

Nous avons construit, avec l'INSEE et le SGAR, un observatoire des territoires en région PACA. Au bout de deux ans, nous avons mis en évidence que 200 territoires prioritaires s'inscrivaient dans le périmètre de la politique de la ville, ce qui représente 1 million d'habitants, soit 22 à 23 % de la population. C'est donc par ce biais que nous sommes entrés petit à petit dans les questions de prospective. Par ailleurs, la région PACA ne connaît pas forcément de phénomène de banlieue. La politique de la ville est au cœur des villes et les enclavements sont rares. En outre, le rapport de l'INSEE sur la pauvreté montre que les poches de pauvreté sont extrêmement importantes et ne sont pas réduites à tel ou tel quartier, mais constituent des tendances lourdes dans cette région.

Après une rapide évaluation, nous avons choisi de nous centrer sur le quartier de Monclar, compte tenu du fait que le département d'Avignon est aussi un des plus pauvres.

## **Philippe MARCUCCI**

Je voudrais remercier Monsieur Jazouli et Monsieur de Jouvenel de m'avoir fait découvrir ce que peut être la prospective. En effet, il n'y a rien de plus agréable pour un élu que de se retrouver déconnecté de la réalité. J'ai donc trouvé l'exercice particulièrement intéressant.

Un tiers des Avignonnais sont à l'intérieur des contrats urbains de cohésion sociale. Le territoire choisi est extrêmement proche du centre ville, il représente 6 à 10 000 personnes. Avec le recul, je pense qu'il faudra intégrer dans la démarche de réflexion des variables extraterritoriales. Dans le cas contraire, nous risquons de nous déconnecter de la réalité et de fabriquer des solutions pour des enjeux qui ne correspondront qu'à une poche de population. Enfin, je trouve étonnant qu'avec des tailles d'agglomérations très différentes, nous trouvions des champs de réflexion assez similaires à Rennes ou Avignon.

## **Denis CHASTANIER**

J'ai été chef de projet de contrat de ville pendant un certain temps et je suis maintenant directeur de l'urbanisme. Je connaissais donc la démarche de politique de la ville, avec l'écueil qui consiste à se heurter aux différents acteurs défendant chacun des points précis. Par ailleurs, si nous nous voyons reprocher d'être les auteurs de tous les maux, c'est à la mesure des annonces qui ont été faites. Ma première réaction, lorsque ce projet m'a été proposé, a été une réaction de méfiance. En effet, je ne voyais pas l'intérêt de réunir des personnes qui se connaissent et qui ont l'habitude de travailler ensemble, pour risquer d'obtenir le même résultat. Finalement, le travail que nous avons entrepris nous a aidé à dépasser ce cadre et à rendre cette démarche intéressante.

Avignon est une petite ville, pauvre, voire très pauvre, avec des quartiers de faible densité et de faible hauteur. Ces quartiers sont très proches du centre ville et souffrent d'un suréquipement en matière de collèges et de lycées. Par ailleurs, il existe une très grande proximité entre l'habitat résidentiel et l'habitat collectif. Cependant, tous les indicateurs de pauvreté sont très élevés. En outre, les personnes sont isolées et se considèrent dépendantes de leur quartier, et non de la ville.

Notre démarche a été similaire à celle de Rennes. Le premier indicateur à ressortir a été que ce quartier comprend une forte mobilité, ce qui peut être analysé de manière positive ou négative. Le deuxième facteur important mis en évidence concerne les tensions intercommunautaires dans ce quartier, dans la mesure où la communauté tzigane sédentaire se heurte aux autres communautés. L'importance du travail, la composition des ménages et l'éducation ont constitué d'autres indicateurs retenus. S'agissant de l'évolution du foncier, l'hypothèse consistant à remonter la valeur foncière n'est pas exclue, compte tenu de la faible densité de bâtiments. Enfin, l'implication des habitants et l'employabilité des personnes ont également été retenues.

**Nous avons ensuite bâti deux scénarios. Le premier est élaboré sur une stabilisation de la population, avec un vieillissement positif et un embourgeoisement du quartier.**

## **Philippe MARCUCCI**

**Ce premier scénario présentait une vision optimiste de reconquête, le quartier redevenant un quartier de la ville et suivant la progression du foncier.**

## **Denis CHASTANIER**

Cette expérience nous a semblé assez ludique. **Nous avons également dressé un scénario négatif, dans lequel le quartier continuerait à accueillir les plus pauvres.**

**Au terme de cette analyse, cette démarche nous a paru intéressante. Elle nous a permis de nous poser la question essentielle de savoir si nous essayons de régler le problème du territoire ou celui des populations. En effet, le scénario optimiste permet de régler le**

**problème du territoire. Néanmoins, ce quartier peut également être considéré comme un quartier traditionnel d'accueil. Dans ce cas, les politiques publiques peuvent être tout autres.**

### **Adil JAZOULI**

Il est tout à fait possible d'imaginer que ce quartier pourrait devenir le nouveau centre ville d'Avignon. La contrainte est qu'il faut travailler sur les deux aspects que vous venez d'évoquer. Certains pays, comme l'Angleterre, ont réglé ce problème en rasant des quartiers. Il s'agit d'un choix politique. Néanmoins, il importe que chacun des deux scénarios trouve son ancrage dans cette dualité.

### **Denis CHASTANIER**

Nous sommes déjà parvenus à traiter le territoire à Avignon, en transformant par le vide le quartier de Champfleury. Ce scénario reste possible.

### **Mustapha BERRA**

La réflexion sur les futurs possibles a conduit à se concentrer sur la réalité et le présent, ce qui nous a permis de nous poser la question du territoire et de la population.

## **BESANÇON**

### **Isabelle MAQUIN**

Besançon est une jeune agglomération, avec une jeune agence d'urbanisme. Nous sommes en train de construire notre culture sur ces sujets et nous avons donc décidé d'entrer dans cette démarche pour commencer à mettre en place une culture commune, qui dépasse le temps du projet et du politique.

Nous avons décidé de travailler sur un territoire qui compte 20 000 habitants. Ce quartier est inscrit dans la ville. Comme les autres sites, nous avons organisé deux réunions de travail et avons rédigé des fiches de variables. Nous sommes en cours de finalisation du document qui nous servira d'acculturation collective. Par ailleurs, nous avons décidé de monter un groupe de travail sensiblement différent de celui des autres sites, en y incluant des techniciens, des élus, un représentant de l'Etat et des acteurs de terrain Cette composition a sans doute eu un impact sur notre mode de fonctionnement.

Ce quartier choisi l'a été pour différentes raisons, parce qu'il compte 20 000 habitants, qu'il s'agit d'un quartier relativement ancien et qu'il comporte une ZUP, une ZAC et des secteurs plus récents. Le cœur de quartier est très ancien et est jouté par une zone d'activité. Il s'agit en outre d'une entrée de ville, qui subit une coupure urbaine importante. Pour autant, ce quartier est entouré d'un grand nombre d'équipements de ville.

Nous avons retenu huit variables internes au quartier, dont la situation morale et matérielle des habitants et une approche par rapport à la création d'emploi, et trois variables externes, l'attractivité de Planoise, l'aménagement du territoire et la gouvernance du territoire. La question de l'urbanisme a été posée, ainsi que celle du communautarisme. Il s'agit en effet d'un quartier d'entrée de ville qui devient un quartier d'entrée d'agglomération, ce qui induit le développement des franges économiques ou d'habitation. En outre, la volonté des techniciens et des élus était de

voir si ce quartier ne devait pas devenir un secteur de développement du grand Ouest de l'agglomération, ce qui pose des problèmes de gouvernance du territoire.

**De cet ensemble de variables ont découlé deux scénarios très contrastés. Le premier scénario est négatif et prévoit une dégradation progressive du quartier, renforcée par l'impact négatif du droit au logement opposable. Le second scénario consiste à faire de Planoise un quartier acteur du développement de l'ouest bisontin, fondé sur les facteurs de réussite présents.**

Pour finir, je souhaiterais vous livrer un retour d'expérience par rapport à la spécificité de notre groupe de travail. Alors que la participation à la première journée était bonne, nous avons enregistré une faible participation lors de la seconde journée. Nous nous demandons donc s'il est judicieux d'associer si tôt les acteurs de terrain, dans la mesure où il est difficile de leur parler de méthodologie. En outre, à l'inverse de Rennes, nous avons été six acteurs pour rédiger les fiches de variables. Nous sommes en cours de finalisation du document de référence, qui permettra de revenir vers les acteurs qui ont provisoirement abandonné la démarche.

## ***SYNTHESE DES TRAVAUX DES GROUPES DE TRAVAIL ET INTRODUCTION AU DEBAT GENERAL***

**François de JOUVENEL et Adil JAZOULI**

### **Adil JAZOULI**

S'agissant de la participation des acteurs, le problème n'était peut-être pas de savoir quand associer les acteurs de terrain. Tout dépend de la manière dont les choses sont présentées. Il est vrai que la présentation de la méthodologie peut paraître décourageante à des personnes qui ne sont pas habituées à ce type d'exercice. Par ailleurs, il est juste de dire que nous avons manqué de temps.

### **Philippe MARCUCCI**

Je pense que trop de réunions sont organisées dans nos domaines. Il importe donc de bien spécifier que ce type de réunion s'inscrit dans un contexte particulier et poursuit des enjeux différents. Nous devons inclure ces réunions de prospective à l'intérieur d'une véritable démarche de prospection. De telles comparaisons ont sans doute déjà été réalisées, mais il est vrai qu'elles font apparaître des points très étonnants. Nous devons également nous positionner pour nous demander comment les différents scénarios se construisent. Il me semble difficile de parvenir à intégrer des personnes dans une telle démarche, alors qu'elles n'en voient pas l'intérêt. Nous pouvons ainsi nous demander ce qui fera suite aux contrats de cohésion sociale après 2010. Cette démarche prospective pourrait peut-être permettre de changer les orientations et de mettre en place des modes de fonctionnement différents.

### **Dominique MICHEL**

Je me rends compte qu'il existe une demande extrêmement forte du terrain et que le fait d'avoir mis à disposition un outil fait augmenter cette demande. Il existe donc une réelle attente pour toutes ces questions.

## **Anne COLDEFY**

Certains acteurs doivent peut-être être introduits dans un deuxième temps, dans la mesure où il importe d'être convaincu qu'un enjeu existe véritablement pour se sentir investi. Il faut en effet se trouver en situation de manque pour désirer. Il revient donc aux élus et aux acteurs de la politique de la ville d'introduire cette question auprès des acteurs de terrain.

## **Stéphane CORDOBES**

La prospective visant l'aide à la décision consiste à réunir des techniciens et des experts et à utiliser des méthodes qui ont fait leurs preuves depuis de nombreuses années, avant de basculer vers la stratégie. Nous devons ensuite nous demander comment associer les principaux intéressés, la population ou ses représentants, de manière à ce qu'ils se sentent investis et qu'ils aient envie de participer. Or, à ce jour, la prospective n'est peut-être pas outillée pour aller sur ces territoires et faire réfléchir les habitants à un avenir possible.

## **François de JOUVENEL**

Je pense que l'échec relatif d'association des acteurs locaux est riche d'enseignement. Nous avons comme objectif de disposer d'un groupe de travail le plus divers possible. Néanmoins, pour se sentir investi dans cette démarche, il faut disposer d'un retour. Par ailleurs, la présentation de la méthode était certainement trop intellectuelle et n'a pas pu être comprise par certains partenaires. Il nous faut donc être capable d'adapter la méthode employée.

## **Adil JAZOULI**

Nous commençons à peine à mettre en place une prospective territoriale appliquée aux territoires urbains sensibles. L'association des habitants à une démarche est une difficulté sur laquelle nous butons depuis des années dans la politique de la ville. Par ailleurs, je pense que le fait d'associer les habitants pourrait avoir des effets dévastateurs dans certains territoires, du fait du danger des rumeurs. Nous devons donc nous montrer très prudents. Néanmoins, pour ma part, je suis convaincu que nous pouvons associer les habitants à ce type de démarche.

## **Isabelle MAQUIN**

Je précise que nous n'avons pas cherché à associer les habitants, mais bien les acteurs socio-économiques du quartier. Cependant, il est vrai qu'une telle démarche impose d'entrer immédiatement dans l'action et d'abandonner le cheminement méthodologique.

## **Claude SCHOPP**

Cela fait un certain temps que, dans le cadre de la politique de la ville, nous parlons d'associer l'ensemble des acteurs. Le constat est que cela a souvent été un échec, soit du fait de l'absence de retour, soit du fait du manque de réappropriation des résultats par ces acteurs. Néanmoins, les acteurs de terrain sont curieux de savoir quelles sont nos intentions, ce qui contribue à donner du sens à notre démarche. Ceci dit, lorsque nous nous interrogeons sur le futur, nous questionnons également le présent. Or, il est difficile de partager un certain nombre d'informations.

### **Alexis MARIANI**

Le calendrier me semble très bon, nous n'avons pas travaillé dans l'urgence. Les deux réunions de travail nous ont permis d'entrer de plain-pied dans la démarche prospective. Il faut en outre faire attention à ne pas s'engager dans des calendriers trop longs.

### **Adil JAZOULI**

Je pense qu'il nous a peut-être manqué une journée pour affiner certaines hypothèses.

### **Claude SPOHR**

Une des conclusions qui m'a paru extrêmement intéressante consiste à savoir s'il faut prendre le point de vue des territoires ou celui des populations. Spontanément, il me semble que nous avons tendance à privilégier l'approche des territoires. Néanmoins, pouvons-nous nous donner les moyens d'avoir une prospective des populations ? Il s'agit en effet de leur avenir. Les populations doivent entrer dans un processus d'action. Peut-être que cette dimension ne doit intervenir que dans un deuxième temps, mais je pense qu'il serait intéressant d'essayer. A ma connaissance, aucune expérimentation n'a été menée sur ce point.

### **Daniel MARTINELLI**

J'ai été très satisfait de voir que les statistiques s'accordaient assez bien avec ce qui était vécu et ressenti. En écho, je dirais que nous devons disposer de données assez fines pour éviter de nous éloigner de la réalité. Par ailleurs, je pense qu'il n'est pas possible de travailler avec un groupe de travail trop nombreux. Néanmoins, il serait imaginable de présenter ensuite le projet à d'autres acteurs. Enfin, je dirais qu'une séance a peut-être fait défaut pour élaborer un scénario intermédiaire.

### **Adil JAZOULI**

Je ne sais pas s'il revient à la DIV ou aux techniciens de présenter des scénarios aux habitants. Je pense que ce rôle revient aux élus, dans la mesure où cette démarche est éminemment politique.

### **Philippe MARCUCCI**

Les populations de ces quartiers sont en situation de manque forte. Je suis intimement persuadé qu'il n'est pas possible de faire l'exercice que nous avons mené avec des représentants des habitants. En effet, nous risquerions de faire des promesses que nous ne serions pas en mesure de tenir. En revanche, je me demande s'il ne serait pas intéressant de faire travailler les habitants de manière tournante dans d'autres quartiers, pour les aider à se déconnecter de leur quotidien.

### **Anne COLDEFY**

Les personnes doivent arriver à nommer leur manque, après la construction des scénarios.

### **Philippe MARCUCCI**

Nous avons des groupes de travail qui ont mené cette action. Nous sommes capables d'isoler des personnes, qui définissent un certain nombre de points, pour autant que nous les aidions à les formaliser. Néanmoins, je n'imagine pas de les faire travailler sur leur propre quartier.

## **Arnold STASSINET**

Je travaille dans le domaine des questions institutionnelles et financières locales. Or, dans le champ de la prospective, il apparaît que les territoires d'expérimentation ne coïncident pas forcément avec les territoires de la représentation politique, ce qui rend les situations complexes en terme de rénovation urbaine. Les territoires de la solidarité réelle et nécessaire ne correspondent pas forcément avec les territoires institutionnels. Dans cette optique, les plus réticents sont parfois les élus. Il importe donc peut-être de s'interroger sur la représentation du pouvoir au sein de la ville et sur le poids de l'agglomération politique. Le retard pris dans la construction communautaire implique de mettre en place une prospective institutionnelle et financière. Il s'agit d'un volet que la prospective ne doit pas négliger. L'intérêt communautaire doit être un intérêt général avoué, assumé et porté dans le champ démocratique par l'ensemble des élus.

### **DEBAT GENERAL – ANIME PAR ADIL JAZOULI**

- **Comment améliorer la méthodologie ?**
- **Dans quel cadre poursuivre les exercices en 2008 ?**
- **Comment élargir l'expérience à d'autres sites ?**

## **François de JOUVENEL**

Quelques éléments de synthèse sur le fond des exercices se trouvent dans le dossier qui vous a été remis sur table.

L'objet de la discussion de cet après-midi est de savoir comment nous pourrions utiliser ces exercices. Je souhaiterais vous présenter rapidement quelques éléments basiques de comparaison entre les sites, sachant qu'un grand nombre de points a déjà été souligné ce matin.

Nous avons trois groupes composés de 10 à 15 personnes avec des élus, des représentants des services de l'Etat, des collectivités et des quartiers, quelques représentants des habitants et du monde économique à Besançon. Nous nous référons à deux quartiers de 20 000 habitants et un quartier plus petit à Avignon. Les caractéristiques communes de ces quartiers sont importantes à garder à l'esprit. Il s'agissait à chaque fois de quartiers peu éloignés du centre ville et fortement dépendants de la politique de la ville. L'horizon temporel dans l'exercice de prospective est relativement important. Nous avons choisi l'horizon de 2020, afin de sortir du futur engagé et de se placer dans un horizon médian. Les variables retenues sont diverses mais très comparables selon les sites.

L'objectif global de l'expérimentation était d'explorer les futurs possibles de ces quartiers afin d'essayer de révéler quelles étaient les tendances lourdes, les incertitudes majeures qui orientaient l'avenir de ces quartiers, mais aussi d'illustrer quelles pouvaient être les marges de manœuvre et les leviers d'action pour pouvoir orienter les politiques, même si les exercices de prospective exploratoire ne prétendent pas être un élément de stratégie sans passer par une phase de décision politique.

Les questions à se poser sont tout simplement de savoir si ces exercices ont eu des résultats qui ont paru satisfaisants aux membres du groupe et si la manière de les gérer a été concluante. Nous pouvons également nous demander comment valoriser et présenter ces exercices au mieux, ce qui dépend certainement des territoires. Nous devons enfin nous interroger sur le moyen d'intégrer

ces expériences dans une réflexion prospective globale. L'autre aspect qui pourrait nous retenir cet après-midi serait de voir quelles pourraient être les perspectives pour l'année prochaine, si le fait de lancer des exercices dans d'autres quartiers présente un intérêt, quels partenaires retenir et comment adapter la méthode. Par ailleurs, nous pourrions nous demander s'il importe de s'intéresser à ce problème davantage au niveau global de l'agglomération, ce qui a tendance à émerger des discussions de ce matin.

Pour finir, nous devons nous demander s'il faut sortir ces quartiers de leur situation de précarité ou s'intéresser à leur mission d'accueil.

### **Adil JAZOULI**

Il me semble important que chaque groupe puisse dire ce qu'il pense de la méthode, afin d'examiner les moyens de la rendre plus efficace, ce qui est essentiel pour la poursuite de l'expérience.

### **Philippe MARCUCCI**

Une journée supplémentaire a peut-être manqué. Néanmoins, il importe de ne pas trop allonger l'expérimentation. Le format de trois rencontres d'une journée me semblerait très intéressant. Par ailleurs, je ne vois pas grand-chose d'autre à changer par rapport à la méthode de départ. Néanmoins, il faudrait que l'enjeu général puisse apparaître assez rapidement, afin de voir sur quoi cette démarche pourra déboucher.

### **Isabelle MAQUIN**

Il serait en effet appréciable de disposer d'un peu plus de temps. Il nous a fallu revenir en une seule journée sur l'ensemble des fiches pour déterminer les hypothèses et les scénarios. Je pense donc qu'une journée supplémentaire serait nécessaire.

### **Isabelle de BOISMENU**

Nous nous sommes aperçus qu'un travail collectif n'était pas possible dans le temps imparti. J'ai donc été la plume des membres du groupe, ce qui peut représenter un risque que les autres personnes soient frustrées, en particulier celles qui connaissent mieux le terrain et le quartier. Je me demande donc s'il ne serait pas judicieux de prendre un peu plus de temps entre les deux réunions. En effet, le renseignement des variables exige de s'appuyer sur des données très rigoureuses. Je pense donc qu'un minimum de deux à trois mois entre les deux réunions serait nécessaire.

### **Anne COLDEFY**

Il me semble essentiel que les acteurs politiques puissent se réapproprier la démarche.

### **Isabelle MAQUIN**

Nous disposons de six rédacteurs, ce qui permet une appropriation différente des faits. En effet, le plus intéressant de la démarche résidait sans doute dans la relecture des écrits des autres.

### **Claude SCHOPP**

Entre les deux réunions, chacun d'entre nous avait des références et nous avons mené un travail d'échange. Ce travail d'accompagnement me semble important.

### **Alexis MARIANI**

Lorsque nous avons mené l'analyse des variables, nous avons pu nous apercevoir que certaines variables ne portaient pas que sur le territoire. Je pense que les variables nationales auraient demandé un éclairage.

### **François de JOUVENEL**

C'est ce qui avait été envisagé au départ, lors de la présentation des exercices. Nous ne l'avons finalement pas fait, parce que nous avons réintroduit les variables externes dans le système général et que nous avons manqué de temps.

### **Stéphane CORDOBES**

Vous avez insisté sur l'importance de la réappropriation. Or, je pense que le fait d'inclure des variables imposées de l'extérieur nécessiterait un temps d'appropriation qui complexifierait la démarche.

### **François de JOUVENEL**

Ce point demande en effet un certain temps.

### **Denis CHASTANIER**

Je pense que le troisième jour ne devrait pas servir à approfondir les variables ou à sophistication le système, mais pourrait servir à reprendre le scénario ensemble. En effet, une fois l'effet de surprise passé, il importe de se demander si l'histoire écrite est valide.

### **Adil JAZOULI**

Nous sommes tous d'accord pour dire qu'il est nécessaire qu'un troisième jour soit ajouté. Il reviendra ensuite à chaque groupe de décider ce qu'il veut en faire.

La deuxième question que nous pouvons nous poser concerne les moyens de s'approprier collectivement ce type de scénario produit. Nous nous trouvons dans un champ politique et institutionnel. Nous devons également nous demander comment nous souhaitons travailler en 2008, ce qu'il est possible et souhaitable de faire. Ces éléments permettront également de nous renseigner sur ce que nous pouvons faire avec d'autres agglomérations.

### **Claude SPOHR**

Le problème que vous posez est celui de la gestion post exercice. La question des étapes me semble en effet essentielle. D'autres étapes seront sans doute nécessaires pour parvenir à une décision.

### **Philippe MARCUCCI**

Nous sommes plusieurs groupes de prospective et je me demande si nous n'allons pas parvenir à produire des éléments cohérents pour nous tous, sous la forme d'une sorte de livre blanc, regroupant des propositions partagées venant de la base et assises sur une démarche de prospective. Il faudrait nous demander si nous serions capables d'ouvrir un champ de propositions pour imaginer que les territoires de la politique de la ville, les quartiers puissent évoluer. Nous ne pouvons pas nous satisfaire du fait que la politique de la ville ne fonctionne pas.

La démarche prospective me semble intéressante dans la capacité qu'elle nous donne à mener une réflexion plus fine.

### **Anne COLDEFY**

La démarche de prospective me conforte dans l'idée que nous devons travailler sur les processus nécessaires pour qu'il se passe quelque chose dans la politique de la ville. Les habitants doivent être partie prenante de ce qui se passe et ne doivent pas seulement être des spectateurs bénéficiaires de la sollicitude de l'Etat et des services sociaux. Nous devons leur donner les moyens de parler par eux-mêmes. Ce point constitue un des buts de la politique de la ville. Nous devons réfléchir aux façons de le faire. Certaines associations ont ainsi des idées sur les moyens de former les habitants.

### **Isabelle MAQUIN**

Notre retour d'expérience est que les habitants ne s'approprient pas les démarches mises en place. Une phase d'acculturation est nécessaire. Les élus doivent également s'approprier ce type de démarche.

### **Adil JAZOULI**

Nous ne mènerons pas de travail de prospective d'ici les élections municipales. Néanmoins, il nous faut voir comment nous pouvons envisager l'avenir ensemble. Soit nous considérons que le travail mené ensemble est suffisant, soit nous les poursuivons.

### **Dominique MICHEL**

A partir de ce que nous avons fait avec Avignon, il me semble qu'il serait intéressant de prévoir une journée supplémentaire. Nous devons ensuite nous demander comment ces questions peuvent être prises en compte dans deux lieux différents. Nous avons mené un travail sur l'observation de suivi de l'évaluation des CUCS. Un volet complémentaire autour des CUCS sur la question de la prospective territoriale pourrait être un futur possible concernant l'articulation entre ce qui se met en place auprès des équipes et un exercice de prospective territoriale. L'autre volet concerne la question interrégionale. Nous avons un point commun avec l'Aquitaine, dans la mesure où nous sommes deux centres de ressource qui allons faire de l'accompagnement à l'appel à projet FEDER. Or, je me demande s'il ne serait pas intéressant de travailler la question de l'observation dans ce cadre. Le chantier qui s'ouvre peut durer plusieurs années.

### **Jean-Luc MASSON**

Nous ne devons pas en rester là, quelles que soient les échéances. Je parle au niveau des professionnels qui se trouvent sur les territoires. Nous devons mener un exercice complémentaire sur la façon dont les professionnels s'inscrivent dans cette démarche. Une appropriation collective des professionnels qui agissent sur les territoires sera donc rapidement nécessaire, avant même d'étendre cette expérience à d'autres sites, pour ne pas risquer une nouvelle fois d'aller vers un échec. Nous devons absolument amener les professionnels de la politique de la ville sur cette question. Par ailleurs, je souhaiterais que le document de présentations de Futuribles ne parle pas de Rennes mais de Rennes métropole, dans la mesure où les points soulevés constituent des questions stratégiques fondamentales. Je m'interroge également sur les politiques publiques et de solidarité par rapport à la spatialisation des populations précaires. Nous voyons bien que, malgré l'ensemble des dispositifs, nous ne pouvons pas accuser uniquement la politique de la ville. Les indicateurs sont traversés par la question des disparités entre les

populations. Le travail avec les professionnels de la politique de la ville sur les territoires et l'appropriation de la méthode me semblent indispensables. Dans ce domaine, je pense que les centres de ressources ont un rôle fondamental à jouer, d'autant plus que j'estime que ces professionnels sont aujourd'hui en souffrance.

### **Adil JAZOULI**

Nous devons associer à la démarche ceux qui agissent sur le terrain.

### **Denis CHASTANIER**

Je pense que cette démarche peut constituer un outil de remotivation des équipes en place. Dans la politique de la ville, les personnes s'organisent autour d'un événement visible dans l'espace et participent à un projet. En revanche, la politique éducative ou l'action sociale peuvent donner l'impression que les choses n'avancent pas. Une remotivation des acteurs autour d'un scénario partagé me semble être une bonne suite. Cette démarche s'adresse dans un premier temps aux professionnels de la politique de la ville. En outre, les acteurs associatifs et les agents de développement ont parfois le sentiment d'être isolés. Il importe donc de travailler à fédérer les énergies. Par ailleurs, je pense que les ingrédients de la politique de la ville sont bons. Il importe néanmoins de remettre à jour, tous les ans, les éléments qui peuvent servir de guide.

### **François de JOUVENEL**

La démarche de prospective peut représenter un important investissement en temps et un investissement intellectuel. Aussi les personnes sont-elles en droit d'en attendre quelque chose. Il nous faut donc être prudent. Pour pouvoir inscrire des professionnels dans cette démarche, nous devons disposer d'un projet et ne pas réfléchir à un scénario sans aboutissement. Dans le cas contraire, nous encourageons le risque de créer des frustrations.

### **Adil JAZOULI**

Il me semble que nous nous trouvons dans une configuration plutôt favorable. En effet, un début de mandat municipal peut constituer un moment adéquat pour lancer ce type de démarche. Par ailleurs, il est certain que nous devons associer les professionnels de terrain, en nous appuyant sur la perspective d'un aboutissement relativement concret.

### **Philippe MARCUCCI**

J'estime que nous devons associer les professionnels. Nous disposons d'un certain nombre de partenaires avec lesquels nous pourrions tout à fait avancer dans ce domaine. En outre, je pense qu'un début de mandat est en effet un bon moment pour donner du sens aux six années à venir.

### **Mustapha BERRA**

Je pense que nous devons nous demander si les trois agglomérations doivent avoir des objets précis pour l'année 2008, comme l'intégration de la réflexion habitante ou associative, ce qui permettrait de disposer d'une équipe restreinte d'expérimentation et de réflexion. Par ailleurs, j'estime que nous devons commencer une sensibilisation au regard du CUCS.

## **Adil JAZOULI**

Une articulation entre la fin des CUCS en 2009 et celle du PNRU permettrait-elle d'engager une réflexion avec des groupes plus larges, n'incluant pas que les élus et les techniciens ? Ce point fixe permettrait-il de dire ce qui serait souhaitable ou risque-t-il au contraire de constituer un frein à l'imagination ? Ces deux démarches peuvent en effet être contradictoires.

## **Claude SCHOPP**

Depuis plusieurs années, nous parlons beaucoup de faire culture commune sur les quartiers entre tous les acteurs. L'exercice de prospective constitue, à mon sens, une occasion unique de développer des actions de formation avec l'ensemble des acteurs. De ce point de vue, il serait intéressant de n'exclure aucun acteur de cette démarche, mais de veiller à déconnecter cette dernière de la réflexion politique et décisionnelle.

S'agissant de l'élargissement à d'autres villes, nous entretenons des relations avec des groupes d'habitants dans d'autres villes, ce qui constitue un moyen de récolter un grand nombre d'informations. Nous pourrions donc envisager des rencontres entre les acteurs des différentes villes.

## **Dominique MICHEL**

Il a été fait référence à de nombreuses reprises à l'après CUCS, dans une région comme la région PACA où 1 million d'habitants relèvent de la politique de la ville, il est indispensable qu'un système existe. Travailler sur la question de la prospective me semble extrêmement stratégique, quel que soit le type de dispositif existant.

## **Alexis MARIANI**

Il me semble essentiel d'associer rapidement les professionnels. Au-delà de ce point, il apparaît que nous ne sommes qu'au troisième niveau de la démarche prospective. Or, la question est justement de savoir comment nous pouvons passer aux phases suivantes, comment nous pouvons transformer le scénario en projet. Par ailleurs, nous aurons besoin d'un appui méthodologique supplémentaire en 2008, après l'appropriation par les acteurs.

## **Adil JAZOULI**

Vous paraît-il envisageable d'étendre cette expérience à d'autres quartiers ou à un ensemble plus large ?

## **Philippe MARCUCCI**

Je comprends ce que Dominique Michel veut dire lorsqu'il évoque les changements trop fréquents de système. Néanmoins, la visibilité est parfois compliquée. Il faut donc peut-être imaginer passer des contrats urbains de cohésion sociale à un autre système. L'enjeu d'un travail de prospective est peut-être aussi de se dire que le champ de compétence cohérent n'est pas la ville, mais la communauté d'agglomération. Nous avons rompu avec le contrat de ville. Par ailleurs, le contrat urbain de cohésion sociale durera jusqu'en 2009. Peut-être devons-nous saisir cette opportunité pour imaginer d'autres modes de fonctionnement. En effet, l'absence de projet est peut-être liée au cadre relativement rigide que représente le contrat urbain de cohésion sociale. Nous avons mis en place un contrat en fonction des grandes options qui nous étaient

demandées. Peut-être faut-il aujourd'hui prendre le problème à l'envers et élaborer un véritable contrat territorial, qui se projette dans le temps.

### **Arnold STASSINET**

La fin du CUCS sera suivie par la nécessité d'avoir achevé la carte de l'intercommunalité en 2012. Nous devons donc rentrer dans cet agenda et nous appuyer sur les instruments d'intervention qui existeront à ce moment-là. De ce point de vue, la prospective a déjà des outils et des leviers. Néanmoins, les communautés d'agglomérations sont souvent des coquilles vides alors qu'elles disposent de la latitude d'action pour pouvoir développer des compétences et des moyens pour financer des politiques urbaines. Je pense qu'il est impossible de faire abstraction de ces éléments prospectifs.

### **Denis CHASTANIER**

Deux constantes de la politique de la ville me paraissent importantes à conserver. Tout d'abord, la notion de territoire est essentielle. Je ne pense pas qu'il existe d'échelle pertinente, mais nous devons parfois nous arrêter sur un territoire qui présente des spécificités intéressantes. Par ailleurs, il est fondamental de disposer d'un budget spécifique, qui évite de retomber dans des actions sectorielles.

### **Adil JAZOULI**

Quels conseils donneriez-vous pour nous permettre d'engager cette expérience au mieux avec d'autres agglomérations ?

### **Dominique MICHEL**

La question de la politique de la ville doit être portée par l'agglomération, mais ne doit pas se traduire par une marginalisation des quartiers.

### **Nicole ROUSIER**

Il me semble que nous sommes passés un peu vite ce matin sur les scénarios. Il me paraît essentiel de se demander comment nous considérons ces zones urbaines sensibles, soit comme des territoires fragiles que nous devons faire évoluer, soit comme des quartiers d'accueil. La question politique majeure consiste à se demander si cette problématique est portée au niveau des agglomérations. Ce point permettra sans doute de lever un certain nombre de contradictions politiques.

### **Adil JAZOULI**

Les scénarios relèvent du niveau local, et non de la DIV. Ils représentent ce qui est de l'ordre du possible au niveau de la politique locale. Il est donc essentiel de différencier ce qui est possible politiquement de ce qui relève de la méthode, de la démarche.

### **Alexis MARIANI**

L'élargissement de la démarche de prospective à d'autres quartiers me semblerait très intéressant à Rennes. Pour autant, je pense que la démarche prospective n'a de sens que si elle est menée à l'échelle du quartier. En effet, une démarche de prospective à l'échelle de 500 000 habitants

encourt le risque de négliger des enjeux qui ont un sens au niveau du territoire prioritaire. La question des échelles relève de celle des détails et des priorités.

### **Sandrine DUJARDIN**

Le SGAR PACA a lancé, au mois de février dernier, un appel à projet avec des fonds européens à destination des communautés d'agglomérations. Le but était de favoriser le développement économique dans l'agglomération à destination des populations sensibles. Or, nous avons eu beaucoup de difficulté à trouver de bons projets et nous nous sommes aperçus que les acteurs avaient du mal à travailler à l'échelle de l'agglomération. Nous avons donc fait appel à un bureau d'études pour les aider à finaliser leur projet, dans la mesure où les agglomérations proposaient une accumulation d'actions sans réelle stratégie, ce qui pose d'autant plus problème que le recours aux fonds européens impose une obligation de résultats. Cet exemple illustre selon moi le manque de vision prospective et d'un outil adéquat.

### **Claude SPOHR**

S'agissant de la vision par quartier ou d'une vision plus large, nous pouvons nous poser la question des problèmes qui se posent au niveau de l'agglomération. Ainsi, nous pouvons nous demander si nous disposons d'une vision claire des problèmes de formation. Je pense pour ma part que la vision par quartier et la vision par agglomération constituent des approches complémentaires.

### **Stéphane CORDOBES**

Je pense qu'il serait intéressant de mener des réflexions du point de vue des quartiers sur le reste de l'agglomération.

### **Philippe MARCUCCI**

Il me semblerait très intéressant de faire travailler les habitants des quartiers sur la ville dans son ensemble ou sur la communauté d'agglomération.

### **François de JOUVENEL**

Il importe de nous demander comment poursuivre les étapes pour aller vers des phases de prospective stratégique, ce qui pose la question de savoir qui porte ces exercices de prospective, qui les développe et quels sont leurs objectifs. Nous devons veiller à l'adéquation entre les moyens humains et financiers et ces objectifs. En effet, nous ne pouvons pas faire de prospective stratégique sur ces territoires, si n'existe pas une demande portée par un acteur bien déterminé. Nous aurons du mal à extrapoler une vraie prospective stratégique de ce que nous avons fait cette année, sauf si cette demande vient de Rennes métropole ou des élus. Par ailleurs, s'agissant du périmètre pertinent, le territoire donne à voir un certain nombre de phénomènes. Néanmoins, il est évident que les territoires sensibles ne peuvent pas être analysés *in vitro*. Nous devons donc réfléchir aux moyens d'adapter les méthodes de façon à conserver ce caractère territorial, axé sur les quartiers, tout en l'introduisant dans une réflexion d'ensemble.

### **Patrick ROUGEVIN-BAVILLE**

La question centrale me semble être le dernier item de la démarche. Or, seul le maire peut poser des choix politiques. La prospective consiste à mettre entre les mains du décideur politique des

outils et nous devons donc mener cet exercice jusqu'au bout. Par ailleurs, la question de savoir s'il faut intégrer les quartiers dans la ville ou s'il importe de conserver leur caractère d'accueil représente un choix politique majeur. La position de la Ministre est claire sur ce point et il est évident qu'elle entend créer un lien entre ces quartiers et le cœur de la ville.

### **Adil JAZOULI**

Je pense qu'il importe de travailler dans trois directions, en approfondissant l'expérimentation sur les quartiers initiaux, en l'élargissant à d'autres quartiers, puis à d'autres agglomérations. Par ailleurs, s'agissant de la fonction d'un quartier, je ne suis pas certain que le fait qu'un quartier soit un territoire d'accueil soit nécessairement dévalorisant. Il me semble qu'il peut aussi s'agir d'une vocation. Cette position dépend donc d'un choix politique qui se doit d'être clair et précis.

### **Mustapha BERRA**

Il me semble que le fait de dire que nous sommes en mesure de résoudre le problème des quartiers est un leurre. Nous ne ferons que déplacer cette problématique vers d'autres quartiers. Il s'agit aussi d'une idée reçue. Les statistiques de l'INSEE montrent que les flux de population sont importants dans ces quartiers et souvent mal gérés. Je ne vois pas comment vous pourriez effacer de la ville des territoires distincts.

### **Patrick ROUGEVIN-BAVILLE**

Il ne s'agit pas de les déplacer mais de répartir le logement social de manière plus équilibrée.

### **Denis CHASTANIER**

A Avignon, nombre de personnes refusent de vivre à côté de la communauté tzigane. Nous devons donc trouver les meilleurs endroits pour gérer leur situation au mieux. En outre, il sera très difficile à un élu de faire accepter aux habitants que leur quartier devienne le quartier d'accueil de ces populations. Nous devons donc réfléchir à la manière d'inclure un tel quartier dans la ville.

### **Philippe MARCUCCI**

Nous sommes capables d'explicitier les faits de manière à ce qu'ils puissent être acceptés par les habitants.

### **Jean-Luc MASSON**

Je me demande ce que deviendra la troisième étape. Cette expérience a représenté un grand plaisir intellectuel et m'a beaucoup apporté pour ma pratique professionnelle. Néanmoins, j'ai entendu nombre de propos sur l'après CUCS, qui sont de nature à m'inquiéter. Dans cette optique, je me demande à quoi sert un travail de prospective à vingt ans par rapport à une démarche de cohésion sociale. Je souhaiterais donc que nous puissions voir comment retravailler ces éléments pour aboutir à un plan stratégique.

### **François de JOUVENEL**

La démarche de prospective stratégique revient aux politiques, elle est différente de la démarche prospective exploratoire. Des choix sont donc à faire localement. Néanmoins, il est certain que l'utilité de cet exercice n'existe que s'il débouche sur une prospective stratégique.

## **Isabelle de BOISMENU**

La prospective comprend deux niveaux dialectiques et je pense qu'il est important de ne pas passer trop vite sur la prospective exploratoire, dans la mesure où la culture locale est un élément extrêmement important. Or, la prospective présente une transversalité et une compréhension des enjeux et me semble être, dans cette mesure, un levier extraordinaire. Deux éléments me semblent favorables à Rennes Métropole, un SCOT, qui est un vrai projet politique incluant cette dimension sociale et une charte de développement social. Cependant, nous ne pouvons pas affirmer dans cette réunion que la prochaine mandature donnera son accord pour mettre en place une prospective normative. Enfin, cet exercice de prospective normative me semble suffisamment intéressant pour être élargi au niveau de Rennes Métropole.

## ***SYNTHESE DES TRAVAUX***

### **Adil JAZOULI**

Nos débats ont été très intéressants et extrêmement riches. Je retiens de cette discussion que l'exercice pédagogique peut être élargi. La prospective est un outil qu'il faut mettre à disposition du plus grand nombre d'acteurs, d'autant plus que son appropriation est relativement aisée. Je vois également que nous manifestons tous la volonté de continuer à travailler ensemble. Dans cette optique, je pense qu'il serait intéressant de disposer d'un groupe de liaison entre les trois sites pour continuer à échanger. En outre, le compte-rendu de cette journée sera mis en ligne sur le site de la DIV. Par ailleurs, nous espérons élargir cette expérience à une dizaine d'autres sites l'année prochaine. Nous nous sommes mis d'accord pour maintenir et enrichir la méthode. En outre, il ne semble pas opportun d'étendre la démarche dès le départ aux professionnels de terrain et aux habitants. Ce travail aura à se prolonger en 2009 et devra à ce moment associer ces acteurs selon des modalités appropriées.

En mettant en place une dynamique collective autour de la prospective, nous souhaitons dès le départ en faire un instrument majeur de renouvellement de la politique de la ville dans toutes ses dimensions. Le travail mené avec Rennes, Avignon et Besançon et nos échanges aujourd'hui nous confortent dans cette perspective, nous allons donc continuer et renforcer notre engagement dans ce domaine. Ceci d'autant plus qu'au niveau national le gouvernement engage en 2008 un grand chantier autour du diagnostic stratégique des politiques publiques dans lequel nos thématiques sont appelées à prendre la place qui leur revient. Merci à toutes et à tous.

## SCÉNARIOS ET VARIABLES

### RENNES

#### QUATRE SCENARIOS CONTRASTES A HORIZON 2020/2025

##### *2020 : Mau/Repos / tendancier positif*

<p>En 2020 Maurepas est nettement plus peuplé qu'en 2007 puisqu'il compte désormais 25 000 habitants. Le quartier s'est également rajeuni mais il s'est surtout diversifié. On y rencontre désormais quasiment tout l'éventail social présent à Rennes ou dans les communes de l'agglomération avec cependant un poids encore majoritaire des ménages aux plus faibles ressources et surtout une concentration des familles monoparentales.</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Peuplement</b> / Densification, ouverture et segmentation sociale (grâce aux nouvelles constructions)</li></ul>
<p>Le projet urbain qui a été lancé par les élus de la ville de Rennes vers 2010 n'est pas encore totalement achevé aujourd'hui. Il a cependant transformé l'image du quartier et seuls les plus anciens habitants se souviennent qu'autrefois, les "tours de Maurepas" faisaient figure de repoussoir dans l'esprit de la plupart des rennais.</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Projet urbain</b> / Respect des calendriers et effets d'entraînements sur le quartier</li></ul>
<p>Ce secteur péri-central a su se renouveler. Il est aujourd'hui aussi attirant que les autres quartiers du même type. Les quelques jeunes familles avec enfants, qui peuvent accéder au petit nombre de logements en accession sociale sont ravies de devenir propriétaires d'appartements spacieux et modernes, si près du parc des Gayeules et à une poignée de minutes du centre-ville. Elles apprécient tout particulièrement la qualité du cadre de vie, les nombreux espaces verts et la place donnée aux circulations douces. Beaucoup assurent avoir justement choisi ce quartier pour la sécurité qu'il assure à leurs enfants.</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Logement</b> / Diversification (prix, forme) du parc, arrivée de classes moyennes et mixité résidentielle</li></ul>
<p>Mais les habitants de tous âges y sont</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Offre de service</b> / Equipements de proximité,</li></ul>

<p>également présents car beaucoup de personnes âgées sont restées dans le quartier. Tous sont relativement satisfaits de continuer à trouver à proximité de chez eux, les services et commerces dont ils ont besoin au quotidien.</p>	<p>mais quartier coupé de l'aire métropolitaine</p>
<p>Les équipements socio-culturels en particulier sont très fréquentés, quelques événements festifs ont su trouver une audience à l'échelle de l'agglomération. Cela a commencé en 2007 avec la délocalisation de représentations dans le cadre du festival "Mettre en scène". Devant le succès de cette initiative, d'autres événements ont suivi et se sont amplifiés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Cultures, lien social</b> / Poursuite des actions entreprises, financements pérennes et renforcement du lien social, dynamique culturelle</li> </ul>
<p>Ceci constitue un atout indéniable pour favoriser la vie associative et les activités de toutes natures qui occasionnent des rencontres et favorisent les liens de voisinage.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Modes de vie/</b> Développement d'une vie communautaire et lien social</li> </ul>
<p>L'école ne manque pas à la liste des équipements. Placée au centre du quartier elle constitue un point de repère depuis qu'elle a été réhabilitée dans les années 2015 par le conseil général 35. Mais les moyens n'ont pas suivi au niveau de l'Etat et le corps enseignant n'a pas été renforcé. Curieusement, beaucoup de parents envoient leurs enfants dans d'autres écoles plus éloignées. Lorsqu'on leur demande les raisons de ce choix, leurs explications sont souvent confuses et parfois même un peu gênées. En fait, une analyse plus précise montre que s'il y a une mixité sociale globalement à l'échelle du quartier, celle-ci résulte en fait de l'assemblage de secteurs assez contrastés. Les logements sociaux concentrent une population nettement plus fragilisée qu'ailleurs. Leurs revenus sont très dépendants des aides sociales de toutes natures. Certes, ceci n'est pas visible à un regard extérieur puisque ces immeubles, rénovés à la même époque que l'école, font aujourd'hui parti du patrimoine architectural du quartier. Mais, force est de constater que les enfants de ces familles composent le public quasi exclusif de l'école dont les indicateurs de performance n'arrivent pas à rejoindre ceux des établissements plus huppés des quartiers voisins.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Ecole, éducation, formation</b> / Déplacement / suppression / repositionnement de l'école Trégain.</li> </ul>
<p>Pour ces familles, la précarité économique reste une donnée de base. Certes pauvreté ne veut pas dire exclusion et la plupart, sont fortement intégrées dans la dynamique culturelle et sociale, grâce aux appuis spécifiques qui leur</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Contrats Etat / collectivités</b> / Agglomération seule compétente sur le territoire avec contrat d'objectifs</li> </ul>

<p>ont été apportés de façon continue au cours des années par les institutions et les subsides liés à la politique de la ville. Aussi, certains habitants sont même devenus des véritables porteurs de la vie associative du quartier ce qui prouve leur degré d'intégration sociale.</p>	
<p>Mais la grande majorité d'entre eux accèdent difficilement à l'emploi, en particulier les plus anciens souvent en situation de chômage de longue durée. Des jeunes trouvent plus facilement du travail grâce aux dispositifs mis en place par le rapprochement entre acteurs de l'insertion et chefs d'entreprises.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Emploi, activités économique</b> / Procédures d'accompagnement public et d'entreprises rapprochent de l'emploi (surtout services aux entreprises et particuliers)</li> </ul>

## *Maurepas, maison de retraite dégradée / redoutée*

<p>Si des habitants qui ont vécu Maurepas dans les années 2005/2010 revenaient aujourd'hui, ils reconnaîtraient sans problème ce quartier qui semble n'avoir pas bougé depuis très longtemps. Certes, les façades ont été un peu rajeunies, quelques bâtiments nouveaux ont pris la place d'espaces libres, des logements ont été construits et plusieurs aménagements ont amélioré les parcours piétonniers mais l'essentiel est resté inchangé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Logement</b>/ Segmentation parc privé / social s'accentue. PRU a minima</li> </ul>
<p>En revanche, la population a beaucoup vieilli ce qui pose d'ailleurs de véritables problèmes de santé publique. Ceci s'est révélé de façon catastrophique au cours de l'été caniculaire de 2024 avec le décès de dizaines de personnes âgées et isolées mettant tristement Rennes sur le devant de la scène médiatique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Peuplement</b> / Peu de renouvellement : vieillissement, précarisation, appauvrissement</li> </ul>
<p>Le système de "référénts de voisinage" qui a très bien fonctionné sur le reste de l'agglomération n'a pu être mis en place dans ce quartier, faute de volontaires jeunes, en nombre suffisant. Il faut dire que la précarité de la population entraîne un repli généralisé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Cultures, lien social</b> / Absence de lien social.</li> </ul>
<p>Cette évolution a été renforcée par le désengagement progressif des institutions publiques car l'Etat tout comme les collectivités locales ont peu à peu réduit le budget de la politique de la ville. Aussi, certaines de ces institutions vivent, faute de moyens suffisants pour avoir une action ambitieuse et surtout efficace auprès des publics qu'elles sont censées aider.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Contrats Etat / collectivités</b> / Désengagement puissance publique (Etat et Collectivités)</li> </ul>
<p>L'école en particulier a vu son nombre d'élèves baisser de façon drastique jusqu'à atteindre un palier. Peu de moyens sont accordés par l'inspection académique qui elle-même ne dispose pas de ressources supplémentaires de la part de l'Etat pour ce type d'établissement recevant des publics en difficulté. Au contraire, à chaque rentrée, plane la rumeur de sa fermeture ce qui n'aide pas les enseignants à construire un projet dynamique alors même que les enfants qui y sont en auraient plus besoin que les autres. Ils ne sont pas non plus portés par leurs parents ou leurs grands frères qui ne leur transmettent pas une bonne image de l'école, n'en ayant aucun bon souvenir</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Ecole, éducation, formation</b> / Statu quo. Trégain ghettoisé et dégradé.</li> </ul>

<p>puisque'elle n'a pas été pour eux un vecteur d'intégration au monde du travail.</p>	
<p>Il faut bien dire que pour la majorité des familles habitant dans les logements sociaux, leurs ressources proviennent de savoir-faire remarquables qu'ils développent dans l'économie dite "informelle" faute d'avoir pu trouver un emploi stable.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Emploi, activités économique</b> / Situation dégradée de l'emploi perdue</li> </ul>
<p>Ces activités parallèles, voire mafieuses dans certains cas, éloignent, s'il en était besoin, les populations des environs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Modes de vie</b> / Repli sur soi (isolement) et augmentation des activités illicites</li> </ul>
<p>Aussi, les équipements et les parcs attirent peu de monde et se dégradent progressivement même si leur réaménagement les avaient pourtant revalorisés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Offre de service</b> / Pas d'attractivité des équipements et dégradation.</li> </ul>
<p>Le projet urbain qui devait être lancé dans les années 2010 a pris un retard considérable et a limité son ambition face aux arbitrages financiers qu'a du faire l'agglomération. Il s'agissait en effet dans le même temps d'achever le chantier du métro mais également de cofinancer la LGV concurrentement à la liaison rapide entre Rennes et Nantes sans laquelle cet investissement perdait une grande partie de son intérêt. Ce quartier vit donc aujourd'hui comme en autarcie mais les habitants n'en tirent aucune satisfaction et rares sont ceux qui osent avouer qu'ils y habitent tant son image est dégradée.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Projet urbain</b> / Retards et peu d'incidences sur le quartier en 2020</li> </ul>

## *New-Maurepas / vision idéale*

<p>Il fait bon vivre à Maurepas disent ses habitants, tout comme à Bréquigny et à Sévigné ou à Brecé et Langouet. Pourtant, chacun des quartiers de la ville-territoire a sa spécificité clairement identifiable, tant sur le plan de l'aménagement et des repères visuels qu'au niveau social où les différentes communautés ont su créer des identités nouvelles et pourtant ancrées dans le terroir.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Modes de vie</b> / Développement d'une vie communautaire et lien social</li> </ul>
<p>La mixité sociale est faite de noyaux sociologiques bien marqués mais avec un réseau de communication fluide entre eux. Cette évolution a tenu compte des goûts des habitants car comme le disaient deux grands sociologues à cette époque « <i>quand on a le choix, c'est son semblable que l'on choisit comme voisin</i> »<sup>1</sup>.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Peuplement</b> / Densification, ouverture et segmentation sociale (grâce aux nouvelles constructions)</li> </ul>
<p>Cela a favorisé l'apparition de "cocktails culturels" inédits autour d'événements musicaux, artistiques voire culinaires qui contribuent fortement à la notoriété de ce grand réseau de villes de l'Ouest. Dans un monde où le risque de la solitude et du "chacun pour soi" est la règle, la densité des liens sociaux constitue une richesse très appréciée mais elle semble aujourd'hui presque "naturelle" pour l'ensemble des rennais.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Cultures, lien social</b> / Poursuite des actions entreprises, financements pérennes et renforcement lien social, dynamique culturelle</li> </ul>
<p>Ce processus est le fruit d'un processus lent et continu, porté par un petit groupe d'élus incroyablement prospectifs. Ceux-ci n'ont fait que poursuivre une tradition locale très ancienne de gestion sociale des quartiers. Mais ils lui ont donné un coup d'accélérateur en saisissant l'opportunité de la délégation pleine et entière de la politique de la ville qui a été transférée au niveau local dans les années 90 comme il s'étaient saisis de la délégation de l'aide à la pierre en 2006. Cette mesure a dramatiquement creusé le fossé entre les villes avec la création dans certaines d'entres-elles de véritables zones de non-droit. A Rennes au contraire, ceci a coïncidé avec le lancement d'un grand projet urbain qui était dans les</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Contrats Etat / collectivités/ Agglomérations</b> seules compétentes sur le territoire avec contrat d'objectifs</li> </ul>

<sup>1</sup> Michel Pinçon et Monique Pinçot-Charlot

<p>cartons et a servi de levier à une démarche expérimentale. Cela a conduit à poser les questions de façon nouvelle en se demandant par exemple dans quelle mesure il serait possible de brancher les quartiers sur les pôles de compétitivité ou si ces mêmes quartiers pourraient être les lieux d'excellence d'un développement durable intégré.</p>	
<p>La co-construction du projet urbain en partenariat avec la société civile organisée a contribué à élargir la gamme des produits logements et ceci à des coûts compétitifs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Logement</b> / Diversification (prix, forme) du parc, arrivée de classes moyennes et mixité résidentielle</li> </ul>
<p>Cette collaboration avec la population dès la phase amont a commencé à être expérimentée pour le grand projet du Blosne dès les années 2007/2008. Elle a également contribué à produire un aménagement original mais simple et empreint de bon sens, à l'image de ce qui se passait déjà en Allemagne à la même époque à l'occasion de démarches du même type.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Projet urbain</b> / Respect des calendriers et effets d'entraînements sur le quartier</li> </ul>
<p>Faisant le constat que le cœur du processus de paupérisation se situe au niveau de l'emploi, ce même principe d'un ancrage dans la réalité sociale a également animé tout le travail de réinsertion économique. Partir des savoir-faire des ménages les plus démunis, présents en grand nombre dans ce quartier, est devenu la norme. Cela a permis de valoriser l'énorme potentiel d'énergies présent, en particulier chez les jeunes. Les intuitions et le travail des équipes d'insertion avaient déjà largement préparé le terrain. Cela a débouché sur l'invention d'un véritable modèle économique de la ville utilisant les leviers à sa disposition pour rendre les personnes compétitives sur le marché de l'emploi. Le grand projet urbain devint un véritable laboratoire pour cette expérimentation à grande échelle, donnant lieu à la mise en place « d'ateliers nationaux ».</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Emploi, activités économique</b> / Chantiers locaux dynamisent l'emploi (communication et accompagnement). « Ateliers nationaux ».</li> </ul>
<p>Le système éducatif lui-même n'est pas resté en dehors de ce courant puisque les élus de l'agglomération tout comme ceux de la Région à qui avaient été transférée la charge du système éducatif en 2017 étaient persuadés que la véritable égalité des chances commence dès le jeune âge. L'effort d'inventivité et de moyens conjoints mis au profit de l'école Trégain a pu être dénoncée par quelques détracteurs comme une « discrimination positive ». Il n'empêche que ce fut l'occasion</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Ecole, éducation, formation</b> / Filières d'excellence et attractivité de l'école.</li> </ul>

<p>d'un renouvellement des méthodes. Dans un monde scolaire en recherche d'un nouveau souffle à cette époque, l'école de Trégain est soudain passée d'un statut de délaissée à celui d'une école modèle.</p>	
<p>Le quartier Maurepas et les expérimentations qui s'y jouent sert de repère en matière d'animation culturelle et sociale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Offre de service</b> / Quartier bien équipé, attractif : vers un quartier branché</li> </ul>

### *Maurepas Sévigné / le tendancier négatif*

<p>Le quartier Maurepas est aujourd'hui l'un des plus attractifs de Rennes, à quelques minutes du centre ville, il jouit d'une image différente, plus « branchée ».</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Projet urbain</b> / Respect des calendriers et effets d'entraînements sur le quartier</li> </ul>
<p>Les enseignes les plus prestigieuses s'y concurrencent, attirées par un cadre urbain beaucoup plus moderne, ayant su harmonieusement allier densité et verdure. L'ambiance y est claire, dégagée et en même temps très active grâce à la grande mixité de fonctions qu'a réussi à ordonnancer le projet urbain.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Offre de service</b>/ Quartier bien équipé, attractif : vers un quartier branché</li> </ul>
<p>Les équipements ont aujourd'hui une attractivité qui dépassent largement celle du quartier et contribuent au dynamisme culturel de l'agglomération. Les activités y sont nombreuses et les actifs, majoritairement du secteur tertiaire, apprécient les commerces et les services qu'ils trouvent à proximité de leur lieu de travail. Ces éléments motivent sans conteste les choix des entrepreneurs. De nombreux sièges sociaux s'y sont implantés et se concentrent dans un espace relativement restreint à proximité du métro.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Cultures, lien social</b> / Soutien à la vie sociale plus ciblé sur populations fragilisées. Segmentation locale. Peu d'attractivité à l'extérieur.</li> </ul>
<p>Une grande diversité d'habitat permet d'offrir tout le spectre de la gamme des logements aux différentes catégories sociales présentes dans l'agglomération. Le pourcentage de logements sociaux et aidés, décidé dans le cadre du PLH 2006/2012, a cependant été revu à la baisse pour les quartiers disposant déjà d'un parc de logements sociaux conséquent. En revanche, les promoteurs privés ont profité des opportunités foncières dégagées par la densification importante décidée sur le corridor du métro. Aussi, le quartier Maurepas, situé à proximité du centre, est devenu pour eux un « nouveau front de développement urbain ».</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Logement</b> / Segmentation parc privé / social s'accentue. PRU a minima</li> </ul>
<p>L'arrivée de classes moyennes et supérieures a été saluée comme la réussite d'une mixité sociale souhaitée par les élus. Mais quelques années plus tard, force est de reconnaître que celle-ci n'est pas au rendez-vous.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Peuplement</b> / Gentrification relative et départ des populations les plus pauvres.</li> </ul>
<p>Alors même que le nombre d'emplois sur le secteur n'a jamais été aussi élevé, les chômeurs de longue durée n'arrivent pas à accéder au</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Emploi, activités économique</b> / Procédures d'accompagnement public et d'entreprises rapprochent de l'emploi (surtout services</li> </ul>

<p>marché du travail de façon pérenne. Certes, chacun a cru que la dynamique créée ferait boule de neige, mais ce n'est pas ce qui s'est passé car les emplois en questions sont très pointus et en décalage par rapport aux compétences des demandeurs d'emplois du quartier.</p>	<p>aux entreprises et particuliers)</p>
<p>Ils ne sont pas non plus dans une dynamique porteuse depuis le désengagement des institutions publiques de la politique de la ville.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Contrats Etat / collectivités / Désengagement puissance publique (Etat et Collectivités)</b></li> </ul>
<p>Un processus de ségrégation s'opère de façon presque invisible, la proportion de ménages aux faibles ressources diminue progressivement dans le quartier. Certains d'entre eux sont partis en lointaine périphérie, attirés par les aides substantielles apportées par le « 4<sup>ème</sup> plan de relance à l'accession sociale » décidé par l'Etat en 2012. Lors de restructuration du parc HLM sur le quartier, les familles, aux revenus les plus bas, sont orientées vers les PTS (programmes très sociaux) mis en place en 2011 et construits en périphérie plus lointaine, là où le foncier est moins cher. Tandis que le quartier dans son ensemble attire des populations aux revenus plus élevés, le fossé se creuse avec la couronne rennaise qui d'une certaine manière est « hors champ ». Certes Maurepas est devenu un « beau quartier » mais cette qualité de vie a un prix, celui d'une exclusion « invisible » des populations les plus pauvres. C'est tout le paradoxe d'une ville qui n'a jamais été aussi agréable mais où le « vivre ensemble » n'a jamais été aussi menacé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Modes de vie / Communautarisme et repli sur l'entre-soi</b></li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Ecole, éducation, formation / Filières d'excellence et attractivité de l'école.</b></li> </ul>

## BESANÇON

### Au fil de l'eau...

*Ce scénario ne correspond pas exactement à un scénario « tendanciel », mais illustre ce qu'il pourrait advenir de Planoise dans le cadre d'une action publique en retrait ou sans cohérence.*

Ce scénario se caractérise essentiellement par la dualité croissante d'un quartier marqué par un secteur résidentiel en dégradation mais une activité économique dynamique à ses franges.

Ce scénario est tiré par un vieillissement accentué de la population du secteur des Epoisses dans des logements peu adaptés à la perte d'autonomie. Ce vieillissement s'accompagne d'une paupérisation de la population résidente, les nouvelles populations accueillies dans le quartier étant également les plus fragiles, souvent les familles les plus pauvres et les moins intégrées. Les relations entre des habitants aux cultures et aux âges très différents sont tendues. Dans ces espaces, la situation morale et psychique des habitants se dégrade, notamment sous l'effet de l'isolement des personnes âgées. Le sentiment d'enfermement et le sentiment d'insécurité se développent.

Très rapidement, le secteur s'enfoncé et les commerces disparaissent. Un facteur accélérateur de ces fermetures pourrait être l'ouverture de commerces discount à Châteaufarine ou Avanne-Aveney. En fin de période (2015-2020), la dégradation des Epoisses s'est étendue par contagion aux quartiers voisins, la ZAC, puis Ile de France / Cassin qui résiste une dizaine d'année à cette spirale grâce aux travaux effectués dans le cadre du programme de rénovation urbaine. Les aménagements effectués ne font que retarder le déclin car ils n'ont pas été convenablement accompagnés et que l'image très négative des Epoisses rejaillit sur sa périphérie.

Pourtant, dans ce scénario, tout le quartier de Planoise ne plonge pas. En effet, le dynamisme économique observé aujourd'hui perdure, sous l'effet des dispositifs publics, mais également de la dynamique positive qui s'est enclenchée. Ainsi, le secteur de la polyclinique et celui Piémont-Savoie demeurent des espaces attractifs y compris pour les populations extérieures au quartier, mais le clivage s'accroît avec le Planoise historique dégradé. De même, les espaces de la zone franche urbaine ne souffrent pas de la dégradation du Planoise résidentiel. Les grands équipements et notamment la médiathèque Mandela restent attractifs pour l'extérieur, mais le moindre incident est susceptible de faire basculer leur image.

Dans ce scénario de dégradation progressive des secteurs résidentiels de Planoise, les phénomènes d'évitement scolaire devraient s'accroître. De façon générale, le secteur des hauts du Chazal aura tendance à tourner le dos à Planoise et à se développer dans d'autres directions. Un certain nombre de frontières apparaissent ou s'approfondissent.

Le scénario construit est celui d'une dégradation très progressive de certains quartiers sous l'effet de dynamiques « naturelles » (vieillissement, modes d'accès au logement social) non enrayerées par des dispositifs volontaristes. Une variante plus négative (dégradation accélérée) pourrait être entraînée par la diminution des moyens et l'abandon de certaines politiques.

## Planoise, acteur du développement de l'ouest bisontin

*Ce scénario est essentiellement tiré par des politiques intercommunales coordonnées, cohérentes, ambitieuses.*

*Il permet d'introduire le quartier de planoise comme levier du développement ouest de l'agglomération, en tirant parti des atouts du quartier et de ses capacités de développement. Une variante encore plus ambitieuse fait de planoise un exemple d'éco quartier ou il fait bon vivre.*

Ce scénario suppose un véritable projet social et urbain du territoire qui associe les différentes échelles territoriales (des micro-quartiers à l'agglomération). Il intègre le quartier Planoise dans le devenir du secteur ouest de l'agglomération bisontine. Préalablement entrée de ville, le quartier a été progressivement entouré de projets structurants qui redéfinissent l'ensemble du secteur : ZAC commerciale, ZFU, pôle santé... cependant que les communes périphériques continuent leur développement résidentiel et d'activités. 1<sup>ère</sup> entrée de ville avec près de 50 000 véhicules par jour, l'ouest devient ainsi un vecteur d'attractivité et de développement incontournable.

Comme dans le scénario précédent, le point de départ demeure cependant le secteur des Epoisses. Ce choix se justifie par la volonté commune de ne pas laisser un secteur se dégrader et obérer la réussite du projet global.

Le choix est fait de favoriser la qualité de vie dans le quartier en valorisant au maximum ses atouts (parc urbain, etc).

De façon générale, des espaces de convivialité notamment marchands (restaurants, bars, etc.) se développent en bénéficiant d'investissements publics. Les partenariats publics-privés sont favorisés sur des projets précis dans lesquels les habitants s'impliquent, notamment les quadras, actuellement très discrets. Ces projets concrets favorisent l'existence de micro-quartiers dynamiques. L'intégration dans le secteur ouest se fait notamment grâce aux accompagnements à l'emploi qui favorisent une meilleure intégration des planoisiens aux circuits économiques situés aux franges du quartier, mais également par une carte scolaire développée sur un grand secteur ouest.

L'image du quartier s'améliore, des opérations de communications à partir du PRU véhiculent une image positive. Le développement du TCSP participe également à la revalorisation de l'image de Planoise. Grâce à l'attention portée sur les aménagements des abords de la ligne de transport et la reprise des espaces de circulations internes, Planoise devient attractif notamment pour les étudiants qui y trouvent logement, espaces de convivialité et qualité de vie (forêt, parc) et pour les ménages intermédiaires qui choisissent de vivre dans un quartier écologique.

En parallèle, des mises en vente ciblées de logements HLM favorisent l'accession à la propriété, des résidents notamment, de sorte à créer une dynamique de stabilisation de la population. Ces ventes ciblées sont faites rapidement pour conforter l'axe Cassin – Ile de France. Un volume significatif de ventes est essentiel afin de ramener une nouvelle diversité et de la mixité.

Les actions publiques visent à l'accompagnement des populations au plus proche de leurs préoccupations : les actions de proximité d'accompagnement social à la fois des enfants et des chômeurs se développent. Les regroupements identitaires font également l'objet d'accompagnements dans des processus d'intégration. Les premières actions volontaristes portent sur les Epoisses afin d'éviter la dégradation rapide et les effets de contagion. Dans ce secteur en particulier, il pourrait être possible de faire du marché un vecteur d'attractivité.

## AVIGNON

### Fiche synthétique variable 1 : MIGRATIONS ET IMPACTS SUR LA POPULATION

#### Des éléments de contexte :

Au dernier recensement de 1999, la population du territoire de Monclar représentait un peu plus de 6 000 habitants. Une situation quasi stable, en nombre, par rapport au recensement précédent de 1990.

Au regard des mobilités, le territoire ouest (7774 habitants en 1999), comprenant la ZUS de Monclar, est le seul à « gagner » de la population par rapport aux autres territoires de la commune.

Par contre, la lecture de la mobilité résidentielle montre que nous sommes en présence d'un flux de population « moins » captive qu'il n'y paraît compte tenu du taux de renouvellement de la population : lors du recensement de 1999, seuls 42 % des habitants résidaient dans le même logement en 1990 et environ 31 % résidaient dans un autre logement de la même commune.

Un tiers de la population est de nationalité étrangère et constitue de fortes communautés souvent repliées sur elles-mêmes. Les grandes communautés présentes sur le territoire sont issues des populations Tsigane, Maghrébine, d'Afrique subsaharienne, et plus récemment Kurdes et Turcs. Ces juxtapositions communautaires constituent un contexte semble-t-il relativement précaire en termes de stabilité selon les acteurs en charge du développement social et urbain de ce territoire.

Un rappel est fait par les partenaires locaux que le quartier est soumis à une forte variabilité en termes de population puisqu'il accueille en partie une population tzigane très fortement mobile sur l'axe Avignon – Perpignan.

#### Diagnostic dynamique :

Ce territoire prioritaire constitue un lieu d'accueil des populations les plus fragiles de l'aire avignonnaise et au-delà. De fait, cette fonction d'accueil des ménages les plus en difficulté et fortement organisés en communautés avec parfois un repli identitaire assez fort lui confère un rôle très spécifique mais aussi une image relativement négative dans l'agglomération avignonnaise.

Ainsi malgré sa proximité avec le centre-ville d'Avignon et la pression immobilière, il fait l'objet de stratégies d'évitement en matières résidentielle et éducative.

Le questionnement sur cette fonction spécifique d'accueil représente un des éléments clefs de l'évolution à très court terme comme à long terme de ce territoire. En effet, sur un premier point, compte tenu des relations parfois conflictuelles entre les différentes composantes communautaires aux modes de vie très contrastés, nous sommes en présence d'un territoire où le moindre événement pouvant être perçu comme une agression envers une des communautés peut

dérivé sur un conflit intercommunautaire d'une très grande violence. Par ailleurs aujourd'hui des événements parfois « relativement éloignés » comme ceux de Perpignan montrent qu'ils peuvent avoir des conséquences quasi immédiates sur ce territoire. Sur un second point, l'opportunité de la proximité de ce territoire avec le centre ville peut engendrer une éviction rapide ou progressive des populations les plus en difficulté vers d'autres espaces urbains.

**Eléments clefs d'analyse retenus :**

- **Une mobilité résidentielle relativement importante d'où une réflexion à mener sur le flux de population et non uniquement une réflexion en termes de « stock »**
- **Une fonction d'accueil des populations les plus fragiles**
- **Une juxtaposition de communautés fortement constituées pouvant donner lieu à des conflits intercommunautaires**

## AVIGNON

### **Fiche synthétique variable 2 : REVENUS DES HABITANTS**

#### **Les éléments :**

Sur la base des données revenus fiscaux 2004 produites par l'Insee, nous sommes en présence d'un grand nombre de ménages à très bas revenus.

Sur les 1 857 ménages fiscaux de Monclar, la part des ménages imposés en 2004 est de 29,3 %.

Le revenu médian par unité de consommation est de 5 538 € soit le plus faible des territoires prioritaires. Il représente 44,9 % du revenu médian communal (12 344 €).

Concernant le rapport interquartile du quartier, soit la relation entre les 25% des revenus fiscaux les plus bas (2 751 €) et les 25% les plus élevés (10 543 €), ce taux était de 3,8 en 2004. Sachant que les revenus fiscaux les plus élevés du quartier sont aussi les plus bas de l'ensemble des quartiers prioritaires.

Quelques éléments issus des indicateurs CAF 2005 montrent une population où les prestations sociales constituent une ressource indispensable à la survie quotidienne d'une grande partie des ménages. Ainsi le nombre d'allocataires CAF est 1 148 pour une population bénéficiaire de 3304 personnes.

En termes de composition des ménages, parmi ces allocataires, les familles monoparentales représentent 24,7 % et les couples de 3 enfants et plus représentent 15,7 % (soit le plus fort taux de tous les quartiers). Il faut noter par ailleurs que la part des allocataires de 60 ans et plus est une des plus fortes avec 5,3 %.

La part des allocataires bénéficiaires de minimas sociaux (RMI, API, AAH) est de 47,1 % et la part des allocataires au RMI représente 34 %.

La part de la population couverte à bas revenu (désormais calculée à partir d'un nouveau seuil conforme aux règles européennes soit inférieur à 829 € mensuel par UC) représente un peu plus de 80 % loin devant les autres quartiers ZUS et ZQP, respectivement avec une moyenne de 71,6 % et 53,5 %.

75,5 % des allocataires sont bénéficiaires d'une aide au logement et 56,1 % sont dépendants à plus de 50 % des prestations.

#### **Diagnostic dynamique :**

Les données socio-économiques relatives aux revenus des ménages montrent indiscutablement une grande précarité et ne font que confirmer la forte dépendance des habitants du territoire aux différentes prestations sociales.

Une fois ce constat opéré, au cours du travail de groupe, les acteurs locaux, de par leur connaissance du territoire et des habitants, estiment utile toutefois de pondérer un peu ces éléments en rapportant qu'une partie non négligeable des ménages et souvent bénéficiaires de prestations sociales ont recours soit à de fausses déclarations auprès des services sociaux, soit au

travail non déclaré, soit bénéficie de revenus liés aux trafics illicites de diverses natures (y compris les stupéfiants) ou de l'économie souterraine au sens large.

Le groupe de travail convient cependant qu'une partie de ces revenus « non déclarables » pour l'instant pourrait à terme, à l'aide d'initiatives économiques locales, réintégrer l'économie traditionnelle et par conséquent être réintégrée, en termes de déclarations, dans les revenus des ménages.

**Eléments clefs d'analyse retenus :**

- **Le constat d'une forte concentration de ménages aux revenus les plus bas de l'aire avignonnaise**
- **Un recours non négligeable à des activités économiques générant des revenus « non déclarables »**
- **Des ménages très fortement dépendants des prestations sociales**

## AVIGNON

### Fiche synthétique variable 3 : COMPOSITIONS DES MÉNAGES

#### Des éléments de contexte :

Le territoire de Monclar est composé de 1 882 ménages représentant 5 971 habitants (pour une population totale de 6 019 habitants en 1999 dont 48 habitants vivent hors ménage).

La taille des ménages présente de fortes similitudes à de nombreux territoires en difficulté et par conséquent montre une disparité « typique » au regard de la commune et parfois encore plus de l'unité urbaine. Ainsi les ménages d'une et deux personnes représentent quasiment à part égale pour le quartier 51,3 % contre respectivement 70 % pour la commune et 62,5 % pour l'unité urbaine.

Les ménages de cinq et six personnes et plus représentent respectivement pour le quartier 25 % (dont près de 17 % de ménages de 6 pers. et plus) contre respectivement 7,1 % pour la commune et 7,7 % pour l'unité urbaine.

1 290 ménages soit 68,5 % sont représentés par une personne de référence française représentant, en population correspondante, 53,7 % de la population totale. Parallèlement, 592 ménages soit 31,5 % sont représentés par une personne de référence de nationalité étrangère représentant, en population correspondante, 46,3 % de la population totale.

Parallèlement sur un total de 1882 résidences principales, 896 sont des logements locatifs HLM (47,6 % des RP). Sur ces 896 logements locatifs HLM, 399 soit 44,5 % sont occupés par des ménages dont la personne de référence est de nationalité étrangère.

Le nombre moyen de personnes par ménage est de 3,17 pour l'ensemble des ménages et de 4,67 pour l'ensemble des ménages dont la personne de référence est de nationalité étrangère. Quant au nombre moyen de personnes par pièce, il est de 0,83 pour l'ensemble des ménages et de 1,19 pour l'ensemble des ménages dont la personne de référence est de nationalité étrangère.

Un tiers de la population du quartier a moins de 20 ans et presque un habitant sur deux a moins de 25 ans.

#### Diagnostic dynamique :

En 1999, le quartier comporte au total 1 360 familles<sup>2</sup> dont 264 familles monoparentales et 452 familles de 3 enfants et plus. Environ 14% des jeunes de 15-24 ans vivent dans une famille monoparentale et une personne de ce groupe d'âge sur 6 ne vit plus avec ses parents.

Parallèlement les données CAF de 2005 montrent que le nombre de familles bénéficiaires de prestations sociales soit 1 148 (représentant 3 304 personnes bénéficiaires soit un peu plus de la

---

<sup>2</sup> Rappel : Le ménage est constitué des habitants d'un même logement. La famille est la cellule élémentaire susceptible d'accueillir des enfants : couples avec enfants ou couples sans enfant ou un seul parent et ses enfants (famille monoparentale). Un ménage peut contenir une famille principale, éventuellement une ou plusieurs familles secondaires. Il s'agit ici des familles avec au moins un enfant de moins de 25 ans.

moitié de la population) dont 284 familles monoparentales soit 24,7 % et 180 couples de 3 enfants et plus représentant 15,7 % du nombre de familles bénéficiaires.

Le constat est porté sur le fait qu'un nombre important de personnes vivent seules (retraités, femmes isolées avec ou sans enfants...) L'observation de terrain montre par ailleurs que de nombreux logements sont en situation de « sous-occupation » par des ménages de 1 ou 2 personnes tandis que d'autres sont en « sur-occupation » par des ménages de 5 ou 6 personnes ou plus.

**Eléments clefs d'analyse retenus :**

- **Une proportion de ménages de 5 et 6 personnes ou plus relativement importante mais finalement assez caractéristique des territoires prioritaires en difficulté**
- **Un tiers de la population du quartier a moins de 20 ans et presque un habitant sur deux a moins de 25 ans.**
- **De nombreuses situations de « sous-occupation » et de « sur-occupation » des logements au regard de la taille des ménages.**

<sup>2</sup>Rappel : Le ménage est constitué des habitants d'un même logement. La famille est la cellule élémentaire susceptible d'accueillir des enfants : couples avec enfants ou couples sans enfant ou un seul parent et ses enfants (famille monoparentale). Un ménage peut contenir une famille principale, éventuellement une ou plusieurs familles secondaires. Il s'agit ici des familles avec au moins un enfant de moins de 25 ans.

## AVIGNON

### **Fiche synthétique variable 4 : SITUATION DES ENFANTS**

#### **Des éléments de contexte :**

C'est sans conteste l'une des variables retenues sur laquelle les acteurs locaux souhaitent pouvoir avancer de manière substantielle au cours des six prochaines années.

En matière d'équipements et de services publics présents ou en périphérie et en lien avec cette variable, le territoire est relativement bien équipé : un Centre Médico-Social du Conseil Général, un Pôle Santé, une crèche halte-garderie, trois écoles primaires et maternelles publiques (Saint-Roch, Louis Gros, Scheppler), un collège public (Paul Giéra), une SEGPA (Le Lavarin). Paradoxalement, des équipements de proximité telle que la crèche de Monclar accueille finalement peu de gens de Monclar.

Malgré un programme d'action important à visé éducative, l'inscription en ZEP (Zone d'Education prioritaire) depuis 1982 avec un collège « Ambition Réussite » depuis 2006 (Paul Giéra), la mise en place d'un PRE et d'un ASV, il faut bien reconnaître que sur l'axe éducatif, scolaire, et en matière de santé, c'est un travail à long terme qui est entrepris afin de sortir de la spirale de l'échec.

#### **Diagnostic dynamique :**

Globalement, il ressort des débats du groupe de travail que l'approche par la situation des enfants au regard des différentes thématiques portées sur ce territoire apparaît comme un levier quasi incontournable dans l'évolution du quartier à moyen et long terme. Plus clairement la réussite scolaire avant l'âge de dix ans a été fixée comme un enjeu majeur devant s'appuyer sur une stratégie en matière de réussite éducative au sens large allant bien sûr de l'accompagnement à la scolarité, à la parentalité, en passant par l'ouverture à la culture et aux sports et une information plus intensive sur les questions de santé telle que la nutrition à titre d'exemple.

Il est fait constat comme sur de nombreux territoires prioritaires qu'une partie de la réussite éducative se joue sur la tranche d'âge des moins de dix ans d'où la volonté locale que l'ensemble des dispositifs mis en œuvre aient pour objectif l'épanouissement des enfants dans une perspective de réussite scolaire avant l'âge de dix ans.

#### **Éléments clefs d'analyse retenus :**

- **La réussite scolaire avant dix ans constitue l'enjeu majeur du territoire**

- **Accompagner l'enjeu de la réussite scolaire de l'ensemble des volets éducatif et préventif**
- **Sensibiliser de manière plus opérationnelle aux problématiques liées à la santé**

# AVIGNON

## **Fiche synthétique variable 5 : ÉVOLUTIONS DU FONCIER**

### **Des éléments de contexte :**

La situation géographique de Monclar, à proximité du centre ville avec une accessibilité d'environ vingt minutes à pied constitue en soi un atout indéniable conforté par une proximité des infrastructures routières (rocade) et ferroviaires (gare Centre et gare TGV en Courtine) et des zones d'activités et des zones commerciales (Courtine, Carrefour, zone TGV).

Ce positionnement géographique confère au quartier une valeur foncière stratégique d'autant que la pression de la valeur immobilière sur le reste de la ville devient relativement conséquente.

C'est un quartier aéré où les espaces publics sont nombreux et où peu de bâtiments dépassent la taille R+4. La densité du bâti, relativement faible, ne constitue pas une source supplémentaire de difficulté sur ce territoire. C'est plutôt l'état des logements sociaux (64% de l'habitat) qui représente l'une des problématiques et le principal facteur de la « stabilité » foncière.

Depuis plusieurs années, le nombre de logements sociaux est en baisse : la démolition de grands sites (Champfleury, Les Baux) n'est qu'en partie compensée par des nouvelles constructions pavillonnaires (Champfleury), et quelques constructions privées.

### **Diagnostic dynamique :**

En apparence, le foncier semble aujourd'hui indisponible mais compte tenu de la faible densité du bâti, des opportunités peuvent être saisies à plus long terme dans la perspective d'une densification.

D'autres pistes peuvent elles aussi participer à une revalorisation du foncier comme par exemple la réussite des programmes de démolitions/reconstructions et/ou de reconfiguration de la rue de Monclar et/ou pourquoi pas de la vente des appartements par les bailleurs aux locataires.

Mais parallèlement, il faut souligner que l'évolution du foncier peut aussi rester stable du fait que d'autres offres en périphérie de la ville sont plus concurrentielles pour l'instant.

Pour ce territoire, les orientations prises en matière de restructuration peuvent constituer d'ores et déjà un positionnement stratégique du foncier à l'horizon 2020

### **Éléments clefs d'analyse retenus :**

- **Un positionnement très stratégique au sein de l'agglomération**
- **Des pistes de revalorisation du foncier par la réussite de programmes renouvellement urbain et des initiatives locales de bailleurs sociaux**
- **Une faible densité du bâti offrant des possibilités relativement importante de densification**

## AVIGNON

### Fiche synthétique variable 6 : AMENAGEMENTS URBAINS ET CADRE DE VIE

#### Des éléments de contexte :

En matière d'aménagements urbains et de cadre de vie, le quartier (inscrit déjà au titre d'une convention HVS en 1978) fait l'objet depuis longtemps d'opération visant à le restructurer et à l'aménager.

Une ORU (Opération de Renouveau Urbain), depuis 2003 labellisée ANRU portant sur la démolition des bâtiments « Les Baux ». Une opération de reconstruction des logements individuels et semi-collectifs à cet endroit (actuellement suspendue à cause du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Durance). La mise en œuvre de la réhabilitation et la résidentialisation des groupes HLM autour de la place Rameau. L'aménagement de l'avenue Monclar et la reconstruction du Collège Paul Giéra. Parallèlement un Plan de sauvegarde (copropriété Athénée) est à l'œuvre depuis 2004.

Dans le cadre du Programme de Renouveau Urbain, c'est 164 logements qui ont été démolis et 70/80 logements reconstruits sur place. Le PRU porte essentiellement sur des programmes de logements de type T3/T4. En 2007, il est prévu d'aménager l'avenue Monclar avec le lancement de la 2<sup>o</sup> tranche de réhabilitation et résidentialisation (192 logements). Ensuite en 2008, le lancement de la 3<sup>o</sup> tranche de réhabilitation et résidentialisation (151 logements) ainsi que la reconstruction sur site (88 logements) et un programme Foncière Logement (50 logements). Pour 2009, c'est la réalisation de la 4<sup>o</sup> tranche de réhabilitation et résidentialisation (200 logements).

Au regard du travail de groupe, un des éléments essentiels retenu par les acteurs locaux est la reconfiguration de la rue Monclar. C'est d'abord un élément clef puisqu'elle constitue un axe traversant permettant de ne pas favoriser une situation d'isolement du quartier par rapport au reste de la ville. Cette reconfiguration constitue aussi un enjeu majeur d'intégration urbaine du quartier et une approche emblématique où se joue pour les acteurs une grande partie de la réussite du projet de restructuration et d'amélioration du cadre de vie de manière générale pour le quartier.

Le quartier est relativement bien desservi en termes d'équipements et de services publics soit par une présence au sein du quartier ou en proche périphérie : une mairie de quartier (et le conseil du quartier), un Centre Médico-Social du Conseil Général, un Pôle Santé, une crèche halte-garderie, trois écoles primaires et maternelles publiques (Saint-Roch, Louis Gros, Scheppler), un collège public (Paul Giéra), une SEGPA (Le Lavarin), une salle des fêtes (salle des Continents), la Poste...

#### Diagnostic dynamique :

En matière de renouvellement urbain, d'autres expériences ont eu lieu sur d'autres sites en difficulté de la ville. Les acteurs locaux bénéficient du retour d'expérience assez positive en

matière d'évolution pour ces sites ayant déjà fait l'objet d'une restructuration de cette nature. En effet, ces opérations ont permis aux territoires concernés de « basculer » aujourd'hui dans une configuration de quartier tout à fait « classique ».

Mais pour ces mêmes acteurs, la réussite sur d'autres opérations est loin d'exclure le risque d'échec concernant la rue Monclar. En effet, l'accompagnement du projet nécessite de la gestion urbaine de proximité de qualité afin que tous ce qui aura été réalisé ne s'arrêtent pas aux « façades » de la rue mais diffuse bien une autre perspective, d'autres possibles, au sein même du quartier.

Il faudra aussi tenir compte de l'élaboration du Plan de Prévention des Risques de la Durance qui fait déjà prendre du retard sur la mise en œuvre du programme de reconstruction. Selon les contraintes il sera certainement nécessaire de revoir le programme notamment pour la partie logement individuel.

De manière parallèle à cette programmation et pour être cohérent sur l'ensemble du projet, une réflexion doit être menée quant à l'adéquation entre taille des logements et taille des ménages.

### **Eléments clefs d'analyse retenus :**

- **Un savoir-faire sur la base d'expériences réussies de restructurations urbaines dans d'autres sites**
- **Une volonté forte d'écarter le risque d'isolement du quartier au regard de la ville par le maintien et l'aménagement de sa traversée**

**Une attente forte en matière de respect de ce qui aura été réalisé qui suppose naturellement un travail de proximité avec les acteurs associatifs et les habitants du quartier.**

---

<sup>3</sup> Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois

## MONCLAR 2020

**Migrations et impacts sur la population**

**H1 Embourgeoisement des populations résidentes**

**H2 Tensions entre communautés, fuite d'habitants et paupérisation**  
(importance des flux de pop Tziganes)

**H3 Gentrification progressive à partir du centre-ville. Par contagion du centre.**  
(implication sur vente patrimoine HLM)

**H4**

**Revenu des habitants**  
(importance du travail)

**H1 Accroissement des revenus par la légalisation des revenus « au noir »**

**H2 Part des populations allocataires croît avec revenus de transferts équivalents à la situation actuelle**

**H3 Part des populations allocataires croît avec revenus de transferts en baisse.**  
**Paupérisation forte.**

**H4**

**Composition  
des ménages**  
  
(facteur  
influent : taille  
des logements)

**H1 Quartier jeune  
(ménages de taille plus  
importante) avec  
rotation importante  
(et accroissement des  
familles  
monoparentales)**

**H2 Quartier  
vieillissant avec  
croissance des  
personnes isolées  
(vieillesse sur  
place).**

**H3**

**Education des  
enfants**

**H1 Déficit d'éducation  
sur les jeunes enfants.  
Perte de repères  
(sanitaires,  
sociabilisation).**

**H2 Stabilité**

**H3  
Responsabilisation  
accrue des  
parents, réussite  
des actions  
publiques et  
amélioration de la  
situation.**

**Evolution du  
foncier**

**H1 Stabilité du foncier  
sans densification**

**H2 Valorisation  
du foncier**

**H3 Densification  
(avec ou sans**

		(notamment Nord).	mixité de statut d'occupation)	
Aménagements urbains et cadre de vie	H1 PRU, amélioration du cadre et qualité gestion urbaine (de proximité)	H2 PRU et en fin de période, dégradation accélérée qui ruine en partie les efforts (paramètre : fonctionnement de l'office)		
Mobilité	H1 Maintien du statu quo (mobilité ok)	H2 Ghettoïisation liée à des événements extrêmes		

**Implication  
des habitants  
dans le  
quartier**

**H1 Embourgeoisement  
et lien social réduit.**

**H2 Implication  
des habitants dans  
des activités  
associatives**

**H3  
Gangstérisation**

**Les habitants  
et l'action  
publique**

**Transformation des  
aides aux territoires  
aux aides à la  
personne**

**Maintien des aides  
aux territoires et  
augmentation des  
aides à la  
personne**

**Passage du  
quartier en droit  
commun (ex :  
passage GPV –  
ANRU)**

**Formation et  
employabilité  
  
(Leviers :  
PLIE et  
services  
publics de  
l'emploi)**

**H1 Niveaux de  
formation restent bas.**

**H2 Niveaux de  
formation  
rattrapent la  
moyenne  
(apprentissage,  
CAP, BEP) et  
employabilité plus  
importante.**



**Mission Prospective et stratégie**

**Adil JAZOULI**

**Tél. : 01 49 17 46 04**

**Mél. : [adil.jazouli@ville.gouv.fr](mailto:adil.jazouli@ville.gouv.fr)**

**Délégation interministérielle à la ville**

**194, avenue du Président Wilson**

**93217 Saint-Denis La Plaine Cedex**

**[www.ville.gouv.fr](http://www.ville.gouv.fr)**